

ASS/GF/II/MG

2024-109

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 22 OCTOBRE 2024**

<b>OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 31	Nombre de conseillers présents : 25	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 16 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux octobre à 18 heures 30, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sylvie FUMET, Mme Sophie BIRKENER, M. Didier JULIAN, M. Laurent ROUGÉ, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, M. Alain-Marc GARCIA à Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Didier JULIAN à M. Thierry CAUMEIL, M. Fabrice CASTELEYN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVAIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Sylvie DANRÉ

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20241022-2024-109-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/10/2024  
Publication : 24/10/2024

Pour le Maire



## PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix septembre à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

### Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

### Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

### Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Christine BÉNET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVES, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

## **Ordre du jour**

### **Fonctionnement des institutions communales**

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 25 juin 2024
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

### **Gestion des ressources humaines**

3. Création d'un poste permanent de responsable du service social
4. Création d'un poste permanent d'agent de restauration scolaire
5. Création d'un emploi permanent de médiateur
6. Actualisation du tableau des effectifs

### **Finances**

7. Rapport annuel des représentants de l'assemblée spéciale des collectivités territoriales au Conseil d'administration de BRL pour 2023 – Annexe
8. Rapport sur les actions entreprises à la suite des observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie (CRCO) – Annexe
9. Contribution exceptionnelle versée à l'A.S.A. d'irrigation des plaines du Plô et de la Jourre pour la modernisation de la station de pompage
10. Décision modificative n° 1 – Budget principal
11. Décision modificative n° 2 – Budget annexe Assainissement
12. Subventions annuelles aux associations 2024 — (3)

### **Gestion des services publics**

13. Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'Eau potable et de T Assainissement pour l'exercice 2023 – Annexe

### **Gestion du domaine foncier communal**

14. Convention de servitude de passage entre la Commune de Lézignan-Corbières et des propriétaires privés sur la parcelle AV 70 – Annexes
15. Cession d'un bien communal à un particulier – Parcelle WE 52 – Annexes
16. Cession d'un bien communal à un particulier – Parcelle WE 57 – Annexes

### **Environnement et développement durable**

17. Adhésion au Syndicat Mixte ouvert Réseau Solidarité Eau 11 « RéSeau11 » – Annexe

### **Prévention et sécurité publique**

18. Convention relative à la mise à disposition d'infrastructures dans le cadre du renfort annuel sur la commune de Lézignan-Corbières par des réservistes de la gendarmerie pour 2024 – Annexe

19.

### **Économie et commerce de proximité**

20. Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

### **Éducation, animation et jeunesse**

- 21.** Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique  
– École élémentaire Frédéric Mistral : « Aménagement d'espaces pour vivre ensemble » – Annexe
- 22.** Appel à projets 2024 et demandes de subventions dans le cadre du programme « Cité éducative »
- 23.** Gestion du domaine foncier communal – Cession d'un terrain communal à la Communauté de communes pour assurer la réalisation d'une crèche.

### **Questions diverses**

**NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE**

**DOSSIER N° 1**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 25 JUIN 2024

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

**Voir le dossier envoyé**

**DOSSIER N° 2**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2024-43	13/06/2024	Convention d'honoraires avec Me Laurent De CAUNES, situé rue du Languedoc à Toulouse, afin d'obtenir des Conseils et un accompagnement de nature juridique concernant les suites à donner à des propos malveillants tenus à l'encontre de l'action municipale dans un organe de communication électronique. Travail de 2 heures au taux horaire de 300 euros HT pour un montant total de 600 euros HT (720 euros TTC).
2024-44	18/06/2024	Convention portant mise à disposition de sites municipaux au bénéfice de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n° 1 – Mise à disposition à titre gracieux d'un terrain situé entre l'avenue Toussaint Louverture et le chemin de l'Estagnol pour une durée allant du 24 juin au 11 septembre 2024. Le détachement de l'UISCI utilisera des engins de travaux publics énumérés dans la convention.

2024-45	27/06/2024	Convention de mise à disposition de locaux communaux au bénéfice de la CCRLCM pour le conservatoire de musique intercommunal. Propriétaire des locaux : Commune de Lézignan-Corbières – Locaux communaux : ancienne bibliothèque Joseph Euzet, dans son entier, square Marcellin Albert, cadastré AE 410, 220 m2 – Durée : du 1er septembre 2024 au 31 juillet 2025 – Consommations d'eau, d'électricité et de chauffage à la charge exclusive du preneur – Loyer mensuel : 1 200 €
2024-46	26/06/2024	Convention de mise à disposition d'un bien communal public précaire entre la Commune et Mme LC : maison individuelle située 6 rue du château, à titre précaire et à loyer modéré ; à partir du 1er juillet 2024 et pour une durée d'un mois.
2024-47	26/06/2024	Convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail (ENT-école) Année scolaire 2024-2025 entre la Région Académique Occitanie et la ville de Lézignan-Corbières
2024-48	03/07/2024	Convention portant mise à disposition de la piscine municipale au bénéfice de la CCRLCM pour les activités de l'accueil extra-scolaire des enfants de plus de 6 ans, régulièrement inscrits au centre de loisirs, les mardis de 14h à 16h, du 16 juillet 2024 au 20 août 2024.
2024-49	05/07/2024	Prolongation d'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'un mobil-home suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à M. et Mme STINNE, jusqu'au 1er novembre 2024 contre une redevance mensuelle de 30 euros.
2024-50	08/07/2024	Convention portant mise à disposition gratuite de la piscine municipale au bénéfice de l'AMI et son centre social « Escouto Can Plaou » pour les activités de l'accueil extra-scolaire des enfants de 4/6 ans, 6/10 ans et deux adolescents, régulièrement inscrits, les lundis 8, 15, 22, et 29 juillet 2024, le mardi 30 juillet 2024, les lundis 5, 12, 19 et 26 août 2024 et le mercredi 7 août 2024 de 14h à 17h.
2024-51	10/07/2024	Convention de facturation pour fourniture et livraison de repas en liaison froide pour le restaurant scolaire assurés par le prestataire de services retenu par la CCRLCM, pour la période du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025. La convention a pour objet de déterminer les modalités de remboursement par la commune à la CCRLCM des montants correspondant à cette prestation.

2024-52	10/07/2024	Convention de facturation pour fourniture et livraison de repas en liaison froide pour l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) assurés par le prestataire de services retenu par la CCRLCM, pour la période du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025. La convention a pour objet de déterminer les modalités de remboursement par la commune à la CCRLCM des montants correspondant à cette prestation.
2024-53	15/07/2024	Convention relative au programme 2024 de prévention des incendies de forêt avec la DDTM de l'Aude – Cette convention définit les conditions financières selon lesquelles la mission relative au fonctionnement des patrouilles de guet armé réalisée par la commune sera financée. Ce financement sera assuré en totalité par la Délégation à la Protection de la Forêt Méditerranéenne pour un montant de 2 000 €.
2024-54	25/07/2024	Convention d'honoraires avec la société d'avocats Goutal, Alibert et Associés, sise 90 avenue Ledru-Rollin à Paris – Prestations relatives à des recherches et des Conseils de nature juridique dans le cadre d'une saisie-attribution à l'encontre de la commune. Cette convention représente d'une part 10 heures de travail à un taux horaire de 150 euros HT pour un montant facturé de 1 500 euros HT (1 800 euros TTC), et d'autre part des frais d'huissiers et de procédure d'un montant de 1 000 euros HT (1 200 euros TTC).
2024-55	25/07/2024	Convention de mise à disposition d'un détachement des ForMISC afin de procéder à des travaux d'aménagement de pistes sur la commune de Lézignan-Corbières dans une optique de prévention des incendies et de formation du personnel des ForMISC. La convention est effective du jour de sa signature jusqu'au 11 septembre 2024.
2024-56	27/08/2024	Honoraires de la société d'avocats Goutal, Alibert et Associés, sise 90 avenue Ledru-Rollin à Paris – Prestations relatives à une procédure d'appel du jugement rendu par le TA de Montpellier du 21 mai 2024 ayant annulé une décision de révocation d'un agent municipal pour un montant de 2 550 euros HT, soit 3 060 euros TTC.
2024-57	07/08/2024	Contrat avec l'Entreprise EURO SECURY PLUS pour la télésurveillance de plusieurs sites communaux (mairie, musée maison Gibert, aérodrome, restaurant scolaire, club house et sono du stade du moulin, palais des fêtes, salle Pelloutier, police municipale, clic, mission locale et écoles Marie Curie – Frédéric Mistral-Françoise Dolto – Alphonse Daudet, pour une durée de 6 mois, du 1er juillet 2024 au 31 décembre 2024, moyennant un abonnement mensuel et par site de 34,62 € TTC, soit 415,44 € TTC par an et par site.



2024-58	07/08/2024	Prolongation d'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'un mobil home suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à Mme Annick ANTOINE, jusqu'au 15 novembre 2024 contre une redevance mensuelle de 30 euros.
2024-59	07/08/2024	Prolongation d'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'un mobil home suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à M. Ioan GAITAN, jusqu'au 15 novembre 2024 contre une redevance mensuelle de 30 euros.
2024-60	07/08/2024	Prolongation d'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'une caravane suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à M. et Mme THYS, jusqu'au 15 novembre 2024 contre une redevance mensuelle de 20 euros.
2024-61	09/08/2024	Convention portant mise à disposition gratuite du Stade la Roumenguière, au bénéfice de la Maison d'Accueil Médicalisé « Les Genets », les mardis et jeudis entre 16h et 18h, du 1er septembre 2024 au 30 juin 2025, renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique.
2024-62	09/08/2024	Convention portant mise à disposition de logement meublé communal privé, à titre précaire et gracieux, entre la Commune de Lézignan-Corbières et les maîtres-nageurs sauveteurs recrutés pour la piscine municipale, pendant la durée de leur contrat : un logement situé 8 rue Lavoisier et un logement situé sur le site de Gaujac à Lézignan-Corbières du 31 mai au 1er octobre 2024.
2024-63	21/08/2024	Convention de mise à disposition d'un bien communal au bénéfice de Mme Claudie GALLAND suite à l'exécution de l'arrêté n° 2023-353 du 22 mai 2024 portant mise en sécurité. La durée de la convention s'étend du 21 août 2024 jusqu'à l'abrogation de l'arrêté. Le bien communal est situé 6-8 rue Lavoisier 11 200 Lézignan-Corbières.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

### **DOSSIER N° 3**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CRÉATION D'UN POSTE PERMANENT DE RESPONSABLE DU SERVICE SOCIAL

Vu l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique ;

Vu les articles L. 332-1 à L. 332-28 du Code de la fonction publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu la délibération n° 2024-030 du 27 mars 2024 relative à l'actualisation du tableau des effectifs ;

Considérant que pour la bonne marche de l'administration communale, il est nécessaire de procéder à la création d'un emploi permanent de « Responsable du service social »,

Considérant que les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant permettent la création de cet emploi permanent,

L'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique prévoit que les emplois de chaque collectivité ou établissement mentionné à l'article L. 4 sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

La création d'un emploi de responsable du service social à compter du 12 septembre 2024 est nécessaire pour mener à bien les missions inhérentes au service social de la ville. En effet, l'action sociale est un outil essentiel à l'action municipale qui intervient dans des domaines divers, allant de la mise en place de dispositifs d'aide à la population à la gestion des logements sociaux.

L'accomplissement des missions de ce poste relève du grade de rédacteur territorial et de la catégorie hiérarchique B.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi de rédacteur territorial, mais pourra être occupé par un agent contractuel en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

L'agent contractuel sera recruté pour une durée maximale d'un an.

La durée du contrat pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

La rémunération sera fixée selon le barème de la fonction publique territoriale et déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

L'agent assurera les fonctions de Responsable de service à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35<sup>ème</sup>.

Les crédits nécessaires à la création d'un emploi correspondant au grade de rédacteur de 1<sup>ère</sup> classe sont disponibles au chapitre 012-charges de personnel.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la création d'un emploi permanent correspondant au grade de rédacteur territorial pour occuper le poste de « Responsable du service social » à partir du 12 septembre 2024.

**2/D'autoriser** le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

**3/D'inscrire** au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.

**4/D'autoriser** M. le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N° 4**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CRÉATION D'UN POSTE PERMANENT D'AGENT DE RESTAURATION SCOLAIRE

Vu l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique ;

Vu les articles L. 332-1 à L. 332-28 du Code de la fonction publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu la délibération n° 2024-030 du 27 mars 2024 relative à l'actualisation du tableau des effectifs ;

Considérant que pour la bonne marche de l'administration communale, il est nécessaire de procéder à la création d'un emploi permanent « d'Agent de restauration scolaire » au sein de l'école Alphonse Daudet à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

Considérant que les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant permettent la création de cet emploi permanent,

L'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique prévoit que les emplois de chaque collectivité ou établissement mentionné à l'article L. 4 sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Chaque jour, plus de 300 repas sont distribués par le restaurant scolaire de la ville. Ces repas sont servis à une population représentant plus de 30 % des enfants scolarisés dans les différentes écoles. La pause méridienne se déroule de 12h à 13h45 les lundis, mardis, jeudis et vendredis. Deux lieux sont dédiés à la pause repas des enfants : le restaurant scolaire et l'école maternelle Alphonse Daudet.

La création d'un emploi d'agent de restauration scolaire est nécessaire pour assurer la gestion des tâches quotidiennes à effectuer sur le point de restauration situé au sein de l'école Alphonse Daudet.

L'accomplissement des missions de ce poste relève du grade d'adjoint technique territorial et de la catégorie hiérarchique C.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi d'adjoint technique territorial, mais pourra être occupé par un agent contractuel en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

L'agent contractuel sera recruté pour une durée maximale d'un an.

La durée du contrat pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions d'agent de restauration à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 24 heures 30.

La rémunération sera fixée selon le barème de la fonction publique territoriale et déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Les crédits nécessaires à la création d'un emploi contractuel correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial sont disponibles au chapitre 012-charges de personnel. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la création d'un emploi permanent correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial pour occuper le poste permanent « d'Agent de restauration scolaire » à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

**2/D'autoriser** le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

**3/D'inscrire** au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.

**4/D'autoriser** M. le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 5**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT DE MÉDIATEUR

Vu l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique ;

Vu les articles L. 332-1 à L. 332-28 du Code de la fonction publique ;

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu la délibération n° 2024-030 du 27 mars 2024 relative à l'actualisation du tableau des effectifs ;

Considérant que pour la bonne marche de l'administration communale, il est nécessaire de procéder à la création d'un emploi permanent de médiateur à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

Considérant que les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant permettent la création de cet emploi permanent.

Considérant que l'accomplissement de ces missions relève du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,

L'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique prévoit que les emplois de chaque collectivité ou établissement mentionné à l'article L. 4 sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Pour le bon fonctionnement du service, la création d'un emploi de médiateur est indispensable. Un contrat privé (dispositif adulte relais) arrivant à échéance, le service médiation a besoin de maintenir un effectif constant. Il est par conséquent nécessaire de créer un poste permanent de médiateur à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

L'accomplissement des missions de ce poste relève du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, de la catégorie hiérarchique C.

L'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi d'adjoint technique territorial, mais pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions de médiateur à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35<sup>ème</sup>.

La rémunération sera fixée selon le barème de la fonction publique territoriale en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Les crédits nécessaires à la création d'un emploi contractuel correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial sont disponibles au chapitre 012-charges de personnel. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la création d'un emploi permanent correspondant au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux pour occuper le poste de « Médiateur » à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2024.

**2/D'autoriser** le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

**3/D'inscrire** au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.

**4/D'autoriser** M. le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 6**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Considérant la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs ;

Considérant que les crédits correspondants sont prévus au budget 2024 ;

Aux termes de l'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'assemblée délibérante qui détermine ainsi l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Par ailleurs, les articles L. 2313-1 et R. 2313-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) imposent la tenue d'un « état du personnel » dont le contenu est encadré par l'instruction budgétaire et comptable M57 et l'obligation de le joindre en annexe au budget primitif et au compte administratif.

Enfin, le Conseil municipal adopte tout au long de l'année des délibérations de création, modification ou suppression d'emploi qui modifient le tableau des effectifs des emplois permanents de la collectivité ou de l'établissement préalablement à l'adoption du budget primitif.

Tous les postes mentionnés dans ce tableau des effectifs sont confirmés dans leur création.

Considérant le besoin de la collectivité territoriale de disposer d'un tableau des effectifs des emplois permanents à jour, il est demandé au Conseil Municipal :

**1/D'approuver** le tableau des effectifs des emplois permanents de la collectivité à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024

**2/D'inscrire** les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois créés au budget principal.

ÉTAT DU PERSONNEL AU 01/10/2024				
GRADES OU EMPLOIS	CATÉGORIES	EFFECTIFS BUDGÉTAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS NON COMPLET
<b>FILIÈRE ADMINISTRATIVE</b>		<b>42</b>	<b>29</b>	<b>1</b>
Attaché hors classe	A	1	1 (détaché emploi fonctionnel)	
Attaché Principal	A	1	1 (détachés Emploi Fonctionnel)	
Attaché	A	2	2 (1 en dispo et 1 détachement)	
Rédacteur Principal 1 <sup>ère</sup> classe	B	5	2	
Rédacteur Principal 2 <sup>ème</sup> classe	B	1	1	
Rédacteur	B	4	2	
Adjoint administratif principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	10	7 (dont 1 en dispo)	
Adjoint administratif principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	10	6	
Adjoint administratif	C	8	7 (dont 1 en disponibilité)	1

<b>TECHNIQUE</b>		<b>103</b>	<b>77</b>	<b>9</b>
Ingénieur hors classe	A	1	1	
Ingénieur principal	A	1	0	
Ingénieur	A	1	0	
Technicien Principal 1 <sup>ère</sup> classe	B	5	3	
Technicien Principal 2 <sup>ème</sup> classe	B	3	1	
Technicien	B	2	1	
Agent de maîtrise principal	C	10	9	
Agent de Maîtrise	C	9	5	
Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	15	13	
Adjoint technique principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	24	18 (dont 1 en dispo)	5
Adjoint technique	C	32	26 (dont 2 dispo à TC)	4
<b>SOCIALE</b>		<b>21</b>	<b>12</b>	<b>5</b>
Agent social principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	2	1	1
Agent social principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	8	6	3
Agent social	C	4	1	1
ASEM principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	5	4	
ASEM Principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	2	0	
<b>SPORTIVE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	
Éducateur APS principal 1 <sup>ère</sup> classe	B	0	0	
Éducateur APS principal 2 <sup>ème</sup> classe	B	0	0	
Éducateur APS	B	0	0	
<b>ANIMATION</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	
Adjoint d'animation principal 1 <sup>ère</sup> classe	C	0	0	
Adjoint d'animation principal 2 <sup>ème</sup> classe	C	0	0	
Adjoint d'animation	C	1	0	
<b>POLICE MUNICIPALE</b>		<b>22</b>	<b>15</b>	
Chef de Service de police principal 1 <sup>ère</sup> classe	B	1	1	
Chef de Service de police principal 2 <sup>ème</sup> classe	B	1	0	
Chef de service de police	B	1	0	
Brigadier-Chef principal	C	10	10	
Gardien-Brigadier	C	9	4	
		<b>187</b>	<b>133</b>	<b>15</b>

AGENTS NON TITULAIRES	CATÉGORIELS	SECTEUR	RÉMUNÉRATION	CONTRAT Code général de la fonction publique
1 Attaché TC	A	AG		L.332-24 à L.332-28 (contrat projet)
1 Rédacteur principal 1ère classe TC	B	AG		L.332-8 2° (besoins de service)
1 adjoint technique TC	C	TECHNIQUE		L.332-13 (remplacement)
3 adjoints techniques TC	C	Affaires scolaires		L.332-13 (remplacement)
2 adjoints techniques TNC	C	Affaires scolaires		L.332-13 (remplacement)
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>8</b>			

## DOSSIER N° 7

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : RAPPORT ANNUEL DES REPRÉSENTANTS DE L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BRL POUR 2023 – ANNEXE

Vu les articles L. 1521-1 à L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

L'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales prévoit que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires d'une Société d'Économie Mixte Locale se prononcent sur le rapport écrit qui lui est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au Conseil d'administration de cette même société.

La commune de Lézignan-Corbières est actionnaire de la Société d'Économie Mixte « Bas Rhône Languedoc » (BRL) depuis de nombreuses années, et membre de l'Assemblée spéciale des collectivités territoriales de cette société.

À ce titre, elle est destinataire du Rapport des représentants au Conseil d'administration de l'Assemblée spéciale des collectivités territoriales.

Ce rapport, qui doit être communiqué à l'organe délibérant de la commune chaque année, a été transmis par mail aux services municipaux le 27 juin dernier.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de la présentation du Rapport des représentants au Conseil d'Administration de l'Assemblée spéciale des collectivités territoriales pour l'année 2023 annexé à la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## DOSSIER N° 8

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : RAPPORT SUR LES ACTIONS ENTREPRISES À LA SUITE DES OBSERVATIONS DÉFINITIVES FORMULÉES PAR LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES D'OCCITANIE (CRCO) – ANNEXE

Vu l'article L. 243-9-1 du Code des juridictions financières ;



Vu les articles L. 1521-1 à L.1525-3 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux sociétés d'économie mixte locales ;

Vu la lettre du Directeur général de BRL adressée à M. le Maire en date du 10 juillet 2024 ainsi que le « Rapport sur les actions entreprises à la suite des observations définitives formulées par la CRCO dans ses rapports du 7 juillet 2023 publiés le 20 juillet 2023 relatifs au contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML BRL Holding et de sa filiale BRL Exploitation sur la période 2016-2021 » ;

La Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie (CRCO) a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de BRL Holding (SAEML) et de sa filiale BRL Exploitation à partir du 29 mars 2022. La CRCO a arrêté ses observations définitives lors de sa séance du 7 mars 2023, et les a communiquées à la société BRL par un courrier du 7 juillet 2023.

La commune de Lézignan-Corbières étant actionnaire de la société BRL, a été destinataire de ces observations sous forme d'un rapport annexé à la présente, lequel intègre les réponses de la direction de la société BRL aux observations de la CRCO.

Conformément à l'article L. 243-9-1 du Code des juridictions financières, ce rapport est communiqué à l'organe délibérant de la commune et donne lieu à un débat.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication du « Rapport sur les actions entreprises à la suite des observations définitives formulées par la CRCO dans ses rapports du 7 juillet 2023 publiés le 20 juillet 2023 relatifs au contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML BRL Holding et de sa filiale BRL Exploitation sur la période 2016-2021 ».

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 9**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE VERSÉE À L'A.S.A. D'IRRIGATION DES PLAINES DU PLÔ ET DE LA JOURRE POUR LA MODERNISATION DE LA STATION DE POMPAGE

Vu la loi de finances pour 2024 ;

Vu le titre III du décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires (art. 51 et s.) ;

Vu les articles L. 5212-19 et L. 5212-20 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le courrier envoyé par le Président de l'A.S.A. Plô et Jourre accompagné des devis correspondants ;

L'Association Syndicale Autorisée (A.S.A.) d'irrigation des plaines du Plô et de la Jourre est un établissement public doté d'une mission de service public chargé de la distribution de l'eau pompée dans le fleuve Aude au profit des viticulteurs et des agriculteurs qui souhaitent irriguer leurs terres. Elle constitue un outil indispensable au service du monde agricole lézignanais et plus largement au développement économique de notre commune.

Le réchauffement climatique que nous connaissons et subissons, avec le renouvellement tous les ans de périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes et de plus en plus longues, démontre, à l'évidence, que l'eau est une richesse qui doit être absolument préservée.

Le 12 décembre 2023, le Président de l'A.S.A., M. Fabien MOUSSA, a alerté M. le maire de Lézignan-Corbières, sur le besoin de soutien financier de l'A.S.A. afin de moderniser le poste électrique de la station de pompage de Montrabech.

Celui-ci a notamment souligné dans sa correspondance les efforts considérables consentis par l'A.S.A. qui a interdit l'utilisation des canons d'arrosage sur son périmètre, tout en développant l'utilisation des systèmes de goutte-à-goutte.

Elle a également supprimé les colonnes d'approvisionnement en eau qui étaient devenues vétustes et sujettes à un gaspillage notable de la part d'utilisateurs indéclicats.

M. Moussa a rappelé que l'A.S.A. fournit, pour partie, l'eau qui sert à arroser les jardins familiaux des Plô ; jardins qui ont été mis en œuvre par la municipalité à la suite d'une opération conduite dans le cadre de la politique de la ville au profit des populations du quartier prioritaire.

L'A.S.A. participe aussi actuellement au projet porté par la municipalité de réutilisation des eaux usées de la station d'épuration.

Le montant total des travaux envisagés par l'Association sur le poste électrique de la station de pompage, s'élève à 53 429,23 euros (HT) :

-42 451,23 euros (HT) pour le changement du transformateur

-10 978 euros (HT) pour l'installation électrique complète

M. le Maire propose d'attribuer à l'A.S.A. d'irrigation des plaines du Plô et de la Jourre une contribution exceptionnelle de 30 000 euros (trente mille euros).

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le versement à l'Association Syndicale Autorisée d'irrigation des plaines du Plô et de la Jourre d'une contribution exceptionnelle d'un montant de 30 000 euros (trente mille euros).

**2/De dire** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 à l'imputation comptable 65568.

**3/D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 10**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 – BUDGET PRINCIPAL

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2313-1 ;

Vu la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024 approuvant le Budget principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2024 ;

La décision modificative n° 1 reprend des modifications budgétaires qui s'équilibrent à + 168 510,00 euros :

BUDGET PRINCIPAL	DEPENSES EN EUROS	RECETTES EN EUROS
FONCTIONNEMENT	168 510,00	168 510,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
TOTAL	168 510,00	168 510,00

DONT ECRITURES RÉELLES	DÉPENSES EN EUROS	RECETTES EN EUROS
FONCTIONNEMENT	168 510,00	168 510,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
TOTAL	168 510,00	168 510,00

DONT ECRITURES D'ORDRE	DÉPENSES EN EUROS	RECETTES EN EUROS
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de + 168 510,00 euros.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n° 1 :

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N° 1	crédit suite DM N° 1	Libellé
020	60632		URBA		011	1 000,00	-1 000,00	0,00	ajustements de crédits/petit équip. service urbanisme
4222	60632		SCOL		011	300,00	300,00	600,00	ajustements de crédits/petit équip. service péri scolaire
4238	60632		RESS		011	0,00	800,00	800,00	ouverture de crédits/petit équip. action/personnes âgées
11	60636		POL		011	6 000,00	3 000,00	9 000,00	ajustements de crédits/Habillement police
020	6064		SG		011	2 700,00	-1 000,00	1 700,00	ajustements de crédits/fournitures administratives SG
020	60688		STA		011	1 500,00	-1 000,00	500,00	ajustements de crédits/autres fournitures
023	60688		CTM	LEZI	011	6 500,00	-3 000,00	3 500,00	ajustements de crédits/festivités Lézivales 24
020	611		RESS		011	104 000,00	10 000,00	114 000,00	ajustements de crédits/prestation de services
211	615228		CTM	DOLTO	011	800,00	5 000,00	5 800,00	ajustements de crédits/travaux entretien école Dolto
211	615228		CTM	DAUDET	011	800,00	5 000,00	5 800,00	ajustements de crédits/travaux entretien école Daudet
212	615228		CTM	MIST	011	1 500,00	5 000,00	6 500,00	ajustements de crédits/travaux entretien école F. Mistral
212	615228		CTM	CURIE	011	1 500,00	5 000,00	6 500,00	ajustements de crédits/travaux entretien école M. Curie
510	615228		STA		011	0,00	5 000,00	5 000,00	ouverture de crédits/travaux entretien autres bâtiments
845	615232		CTM		011	32 000,00	-15 000,00	17 000,00	ajustement de crédits/travaux entretien voiries
020	6281		SG		011	20 900,00	-5 000,00	15 900,00	ajustements de crédits/concours divers cotisations
020	64111		RESS		012	115 000,00	45 000,00	160 000,00	ajustements de crédits/élections législatives
020	64131		COM		012	40 000,00	18 450,00	58 450,00	ajustements de crédits/service communication
020	6451		COM		012	25 000,00	6 450,00	31 450,00	ajustements de crédits/service communication
323	64131		CTM		012	50 000,00	9 035,00	59 035,00	ajustement de crédits/personnel piscine
323	6451		CTM		012	18 000,00	3 170,00	21 170,00	ajustement de crédits/personnel piscine
510	64131		URBA		012	0,00	9 035,00	9 035,00	ouverture de crédits/service urbanisme
510	6451		URBA		012	21 000,00	3 170,00	24 170,00	ajustement de crédits/service urbanisme
020	64131		SG		012	26 000,00	12 800,00	38 800,00	ajustements de crédits/service général
020	6451		SG		012	31 000,00	1 500,00	32 500,00	ajustements de crédits/service général
020	6453		SG		012	52 000,00	1 500,00	53 500,00	ajustements de crédits/service général
020	6454		SG		012	1 400,00	200,00	1 600,00	ajustements de crédits/service général
020	65748		POVI	POVI-CITE	65	0,00	15 100,00	15 100,00	ouverture de crédits/subvention cité éducative
020	65568		RESS		65	40 100,00	30 000,00	70 100,00	ajustements de crédits/participation syndicat
TOTAL						168 510,00			
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N° 1	crédit suite DM N° 1	Libellé
01	75888		RESS		75	78 100,00	105 000,00	183 100,00	ajustements de crédits/remboursement sinistres
01	74833		RESS		74	169 000,00	44 600,00	213 600,00	ajustements de crédits/compensation exonérat° de taxes
01	74834		RESS		74	16 000,00	15 100,00	31 100,00	ajustements de crédits
281	7067		SCOL		70	157 000,00	3 810,00	160 810,00	ajustements de crédits/restauration scolaire
TOTAL						168 510,00			

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT										
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N° 1	crédit suite DM N° 1	Libellé	
510	2188	211	STA	CURIE	21	15 000,00	-5 000,00	10 000,00	ajustement de crédits/matériels divers	
510	21318	212	STA		21	100 000,00	-30 000,00	70 000,00	ajustement de crédits	
212	21312	234	STA		21	10 000,00	30 000,00	40 000,00	ajustement de crédits/travaux école Curie	
212	21312	234	STA		MIST	21	171 803,18	-30 000,00	141 803,18	ajustement de crédits
511	2151	239	STA		21	10 000,00	5 000,00	15 000,00	ajustement de crédits/travaux parcelles pinède	
845	2152	246	CTM	ROUM	21	81 710,06	17 000,00	98 710,06	réajustement de crédits/signalétique	
020	21318	251	STA		21	0,00	48 000,00	48 000,00	ouverture de crédits/aménagement aire de jeux	
322	2031	251	STA		20	50 000,00	-15 000,00	35 000,00	ajustement de crédits	
510	21318	254	STA		21	120 021,10	-20 000,00	100 021,10	ajustement de crédits	
845	2151	255	STA		COURSREP	21	2 000 000,00	-14 500,00	1 985 500,00	réajustement de crédits
855	2151	255	AERO		21	100 000,00	-15 000,00	85 000,00	ajustement de crédits	
11	2188	261	POL		21	32 155,20	18 500,00	50 655,20	ajustement de crédits/caméras	
11	2051	261	POL		20	2 000,00	11 000,00	13 000,00	ajustement de crédits/logiciel caméras	
TOTAL						0,00				
RECETTES D'INVESTISSEMENT										
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N° 1	crédit suite DM N° 1	Libellé	
						0,00	0,00	0,00		
TOTAL						0,00				

Considérant qu’il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits, il est demandé au Conseil municipal :

**1/D’approuver** la décision modificative n° 1 du Budget principal pour l’exercice 2024 s’établissant globalement à + 168 510,00 euros (cent soixante-huit mille cinq cent dix euros).

**2/D’autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d’en délibérer.

**DOSSIER N° 11**  
**CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024**  
**PÔLE : RESSOURCES**  
**THÈME : FINANCES**  
**RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA**  
**OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT**

Vu l’instruction budgétaire et comptable M49 ;  
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2313-1 ;  
Vu la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024 approuvant le Budget principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l’exercice comptable 2024 ;

La décision modificative n° 2 traduit la constatation d’une provision pour dépréciation de comptes de tiers. Ce jeu d’écriture contribue à donner une image fidèle et sincère du patrimoine et du résultat de la collectivité sur ce type de budget.

Sur recommandation du Service de Gestion Comptable de Narbonne, et après étude du risque estimé d’irrecouvrabilité de certaines créances, une provision, à hauteur de 2 500 euros doit être créée.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n° 2 :

<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N° 2	Crédit suite DM N° 2	Libellé
	6817				68	0,00	2 500,00	2 500,00	Ouverture de crédits
						<b>TOTAL</b>	<b>2 500,00</b>		
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N° 2	Crédit suite DM N° 2	Libellé
	7 588				75	0,00	2 500,00	2 500,00	Ajustement de crédits
						<b>TOTAL</b>	<b>2 500,00</b>		
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N° 2	Crédit suite DM N° 2	Libellé
						0,00	0,00	0,00	
						<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>		
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N° 2	Crédit suite DM N° 2	Libellé
						0	0,00	0,00	
						<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>		

Pour le Budget annexe Assainissement, voici les équilibres de la section de fonctionnement et d'investissement résultant de ces éléments :

#### PRÉSENTATION DES MOUVEMENTS D'ÉQUILIBRES

<b>BUDGET ASSAINISSEMENT</b>	<b>DÉPENSES EN EUROS</b>	<b>RECETTES EN EUROS</b>
FONCTIONNEMENT	2 500,00	2 500,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 500,00</b>	<b>2 500,00</b>

<b>DONT ÉCRITURES RÉELLES</b>	<b>DÉPENSES EN EUROS</b>	<b>RECETTES EN EUROS</b>
FONCTIONNEMENT	2 500,00	2 500,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>2 500,00</b>	<b>2 500,00</b>

<b>DONT ÉCRITURES D'ORDRE</b>	<b>DÉPENSES EN EUROS</b>	<b>RECETTES EN EUROS</b>
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de **-2 500 euros**.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits, il est demandé au Conseil Municipal :

**1/D'approuver** la décision modificative n° 2 du Budget Assainissement pour l'exercice 2024.

**2/D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 12**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : SUBVENTIONS ANNUELLES AUX ASSOCIATIONS 2024 – (3)

Vu l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération n° 2024-52 du 11 avril 2024 portant vote du Budget principal et des Budgets annexes Eau Potable et Assainissement pour l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 2024-071 du 28 mai 2024 attribuant les premières subventions de fonctionnement pour l'exercice 2024 ;

Vu la deuxième délibération n° 2024-078 du 25 juin 2024 attribuant les subventions de fonctionnement pour l'exercice 2024 ;

Conformément au Code général des collectivités territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M57, le Conseil municipal délibère sur le versement des subventions annuelles aux associations.

Il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative. En effet, l'association décrite ci-dessous participe au développement d'actions d'intérêt local et les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal d'arrêter les montants des subventions annuelles à cette association qui n'avait pas pu présenter un dossier complet avant la réunion de la commission pour attribution qui avait eu lieu avant la séance du Conseil municipal du 28 mai 2024.

Cette association a déposé un dossier de demande de subvention complet et participe bien au développement d'actions d'intérêt local.

Il est donc proposé au Conseil municipal de verser la subvention annuelle suivante :

### **SUBVENTION ANNUELLE DE FONCTIONNEMENT**

<b>ASSOCIATION</b>	<b>2024</b>
ASSOC. NATIONALE DES MEMBRES DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE (section de l'Aude)	300 €
<b>MONTANT TOTAL :</b>	<b>300 €</b>

Il est demandé Conseil Municipal :

**1/D'approuver** le versement à l'Association nationale des membres de l'ordre national du mérite (section de l'Aude) une subvention annuelle pour l'exercice 2024 d'un montant total de 300 euros.

**2/De dire** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 à l'imputation comptable 65748, budget adopté par la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024.

**3/D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 13**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'EXERCICE 2023 – ANNEXE

Vu l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article D. 2224-1 à D. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 213-2 du Code de l'environnement ;

Vu l'article L. 3131-5 du Code de la commande publique ;

Vu le RPQS établi pour l'exercice 2023 ci-annexé ;

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Vu l'avis de la Commission de contrôle financier des délégations de services publics ;

En vertu de l'article L. 2224-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), tout service en charge de tout ou partie des missions de l'eau potable ou de l'assainissement doit soumettre pour avis à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité de Service (RPQS).

En effet, ce document a pour objectif de rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée. Afin de répondre aux exigences de transparence envers les usagers, ce RPQS doit retracer les indicateurs techniques et financiers regroupés suivant les thèmes ci-dessous :

- Caractérisation technique du service
- Tarification de l'eau et recette du service
- Indicateur de performance
- Financement des investissements
- Action de solidarité et de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

La commune de Lézignan-Corbières étant une collectivité délégante sur son territoire pour l'eau potable (production et distribution) et l'assainissement collectif des eaux usées (collecte et traitement), un seul RPQS est présenté pour ces deux compétences conformément aux dispositions de l'article D. 2224-2 du CCGT.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en Eau Potable et d'Assainissement collectif pour l'exercice 2023 annexé à la présente.

**2/D'autoriser** la mise à disposition du public de ce rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'assainissement dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.

**3/D'autoriser** sa transmission par voie électronique au système d'information mentionné à l'article L. 213-2 du Code de l'environnement.  
Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N° 14**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : GUY VIVES

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE ENTRE LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES ET DES PROPRIÉTAIRES PRIVÉS SUR LA PARCELLE AV 70 – ANNEXES

Vu l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles 682 à 685-1 du Code civil ;

Vu l'avis des domaines reçu le 8 août 2024 ;

La commune de Lézignan-Corbières est propriétaire d'un terrain établi sur la parcelle AV 70 faisant partie de son domaine privé. Plusieurs propriétaires de biens immobiliers privés ont demandé la création d'une servitude de passage sur cette parcelle afin de pouvoir circuler entre leur terrain respectif et la voie publique.

Il s'agit de :

– M. Stéphane MARTINEZ, gérant de la société « SARL MB INVEST » (parcelle AV 247)

– M. Michaël MONTEIL (parcelle AV 61)

– M. Florent ASPERGES et Mme Sophie MITJANA (parcelle AV 245 et 246)

– M. Jean SIMONET (parcelle AV 55)

Pour ce faire, il convient de constituer une servitude entre la commune de Lézignan-Corbières, propriétaire du fonds servant, et les propriétaires des fonds dominants énumérés ci-dessus.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la convention de servitude dont le projet est annexé à la présente délibération.

**2/D'autoriser** Monsieur le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant notaire, ainsi que toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

#### **DOSSIER N° 15**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : CESSION D'UN BIEN COMMUNAL À UN PARTICULIER – PARCELLE WE 52 – ANNEXE

Vu les articles L. 2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis du Pôle d'Évaluation Domaniale de l'État du 1<sup>er</sup> août 2024 ;

Vu la proposition de M. Laurent DECOSTERD, demeurant 40 Chemin des Grands Champs à Lausanne (Suisse), d'acquérir le bien immobilier appartenant à la commune, cadastré section



WE N° 52 situé lieu-dit Mont Sens, d'une superficie totale de 5 586 m<sup>2</sup>, en vue de planter des oliviers ;

Considérant que cette parcelle est située en zone Ns, zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme, Considérant que le demandeur s'engage à planter uniquement des oliviers en continuité de la parcelle WE n° 61 lui appartenant, cet engagement pouvant être ajouté en clause dans tout acte notarié,

Considérant que dans l'éventualité de cette vente, la SAFER pourra exercer son droit de préemption ;

Considérant que la parcelle concernée est entourée de terrains cultivés (vigne et oliveraie, chênes verts), et que le Pôle d'Évaluation Domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques, estime le prix de ce terrain à 1 700 euros (mille sept cents euros) ;

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la vente du bien immobilier cadastré section WE N° 52 au prix de 1 700 euros (mille sept cents euros), étant entendu que les frais de transaction seront assumés par l'acquéreur.

**2/D'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'éventuel bornage effectué par un géomètre et l'acte authentique qui sera établi par un notaire désigné par Monsieur DECOSTERD, et dont la signature devra intervenir avant le 31 décembre 2024. À défaut, l'offre de vente deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 16**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : CESSION D'UN BIEN COMMUNAL À UN PARTICULIER – PARCELLE WE 57 – ANNEXE

Vu les articles L. 2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis du Pôle d'Évaluation Domaniale de l'État du 5 juin 2024 ;

Vu la proposition de M. Gilbert BAYLE, demeurant 10 rue du Palais à Carcassonne, d'acquérir le bien immobilier appartenant à la commune, cadastré WE N° 57, situé lieu-dit Mont Sens, d'une superficie totale de 13 938 m<sup>2</sup>, en vue de planter des chênes truffiers ;

Considérant que cette parcelle est située en zone Ns, zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme, Considérant que le demandeur s'engage à planter uniquement des chênes verts en vue de la culture de la truffe et à n'installer sur cette parcelle aucune autre occupation du sol, et enfin qu'il s'engage à la conserver pour cette activité unique pendant 25 ans minimum, ces engagements pouvant être ajoutés en clauses dans tout acte notarié,

Considérant que dans l'éventualité de cette vente, la SAFER pourra exercer son droit de préemption,

Considérant que la parcelle concernée est entourée de terrains cultivés (vigne et oliveraie), et que le Pôle d'Évaluation Domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques, estime le prix de ce terrain à 500 euros l'hectare, soit une valeur de 700 euros (sept cents) pour le terrain concerné,

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la vente du bien cadastré section WE N° 57 au prix de 700 euros (sept cents euros), étant entendu que les frais de transaction seront assumés par l'acquéreur.

**2/D'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'éventuel bornage effectué par un géomètre et l'acte authentique qui sera établi par un notaire nommé par Monsieur BAYLE, et dont la signature devra intervenir avant le 31 décembre 2024. À défaut, l'offre de vente deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 17**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORTEUR : BÉRENGÈRE LÉCÉA

OBJET : ADHÉSION AU SYNDICAT MIXTE OUVERT RÉSEAU SOLIDARITÉ EAU 11 « RESEAU11 » – ANNEXE

Vu l'arrêté inter préfectoral n° DLC/BCLI-2023-017 du 21 décembre 2023 portant création du syndicat Mixte ouvert à la carte Réseau Solidarité Eau 11 dit « RéSeau11 » ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte ouvert Réseau Solidarité Eau 11 « RéSeau11 » adoptés le 21 décembre 2023 et notamment l'article 21.1 relatif à l'adhésion d'un nouveau membre ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants relatifs aux syndicats mixtes ouverts ;

Créé le 1<sup>er</sup> janvier 2024, le Syndicat Mixte Ouvert « Réseau 11 » est un Syndicat à la carte qui exerce des compétences, missions et services obligatoires relatifs à la protection de la ressource en eau, ainsi que des compétences, missions et services optionnels concernant la production et le transport d'eau potable.

Compte tenu des considérations de solidarité territoriale et d'aménagement du territoire, « Réseau 11 » exerce des missions d'assistance technique par délégation du département de l'Aude.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et le Programme Local de l'Habitat (PLH) respectivement en cours de révision et d'élaboration sur le territoire de la CCRLCM, prévoient une augmentation de la surface du territoire lézignanais dédiée au développement économique ainsi qu'une croissance démographique.

S'assurer d'une ressource en eau potable suffisante est essentiel pour l'aménagement du territoire dans un contexte de développement.

Or, si à ce jour, les besoins en eau potable sont assurés pour la consommation de la population et des entreprises par la production de la station de pompage de Roqueferrande et par l'achat annuel de 400 000 m<sup>3</sup> au SIAERO voisin, il convient d'ores et déjà de rechercher d'autres sources d'approvisionnement pour les besoins futurs, et pour faire face à des risques de pollutions toujours possibles des points de captage existants.

Par ailleurs, alimenter la ville depuis d'autres sources permettrait éventuellement de raccorder des zones aujourd'hui non desservies.

Enfin, plusieurs communes limitrophes ont connu ou connaissent des pénuries d'eau depuis l'été 2023. Il est nécessaire de prévoir la mise en œuvre d'une solidarité territoriale pour assurer un ravitaillement minimum des populations concernées.

L'adhésion de la commune au syndicat « Réseau 11 » qui œuvre au niveau départemental permettra une mutualisation des ressources sur un large périmètre et la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement, tout en assurant une gouvernance de proximité. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** l'adhésion de la commune au Syndicat « RéSeau11 » dans les conditions fixées par ses statuts, pour l'intégralité de ses compétences, à savoir :

– La compétence obligatoire du Syndicat mixte « Réseau 11 » relative à la protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine en vue d'assurer l'alimentation des services de distribution d'eau potable de ses adhérents.

-La compétence optionnelle du Syndicat mixte « Réseau 11 » relative aux missions définies par l'article L. 2224-7 du CGCT, à savoir : le prélèvement par captage, pompage ou dérivation, le traitement, le transport, le stockage d'eau destinée à la consommation humaine (dans la mesure où il concourt aux missions citées ci-avant) en vue d'assurer l'alimentation des services de distribution d'eau potable de la commune.

**2/De décider** que la part d'actif et de passif relative à ces compétences sera déterminée à la lecture des comptes clos de l'exercice 2024 en vue de son transfert au Syndicat RéSeau11.

**3/De décider** que les contrats et personnels concernés par ces compétences seront prochainement identifiés en vue de leur transfert au Syndicat RéSeau11 par voie de convention.

**4/D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette prochaine convention et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 18**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

THÈME : PRÉVENTION ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORTEUR : WILLIAM COMBES

OBJET : CONVENTION RELATIVE À LA MISE À DISPOSITION D'INFRASTRUCTURES DANS LE CADRE DU RENFORT ANNUEL SUR LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES PAR DES RÉSERVISTES DE LA GENDARMERIE POUR 2024 – ANNEXE

Vu l'article R.4221-17-1 du Code de la défense,

Vu le décret n° 2015-296 du 16 mars 2015 portant amélioration et simplification des règles de la gestion de la réserve militaire,

Dans le cadre des diverses missions d'ordre public dédiées à la gendarmerie, plusieurs gendarmes issus des réservistes sont déployés en renfort au sein de la compagnie départementale de Lézignan-Corbières durant l'année et notamment lors des fêtes de fin d'année.

La commune de Lézignan-Corbières souhaite contribuer à leurs missions en organisant les conditions nécessaires à celles-ci, notamment en assurant le financement des hébergements du personnel.

La convention annexée à la présente, vise à établir un partenariat entre la commune, la Chambre des métiers et de l'Artisanat de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, et la Région de Gendarmerie Occitanie au profit des personnels lors du renfort annuel de 2024.

Ainsi, la commune s'engage à assurer le coût financier de l'hébergement du personnel de gendarmerie au sein du CFAI, lequel représente 15 euros par nuit et par agent, dans la limite de 2 550 euros, ce qui représente 170 nuitées.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être renouvelée deux fois par reconduction expresse.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la convention annexée à la présente délibération ;

**2/D'autoriser** M. le Maire à signer cette convention et ses renouvellements, ainsi qu'à prendre toutes mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 19**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEUR : SYLVIE DANRÉ

OBJET : AIDES A L'ÉCONOMIE. SOUTIEN À L'INSTALLATION PÉRENNE D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU ARTISANALES EN CENTRE-VILLE

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville. Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 € dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La Commission Municipale qui s'est réunie le 23 août 2024 a examiné les demandes suivantes de 1<sup>er</sup> versement :

- « Toulouse Électricité » implantée 42 Avenue Wilson. Entreprise artisanale de travaux d'électricité gérée par M. Guillaume DENIS. Le dossier est réputé complet.
- « Brasserie Cap » implanté 19 Avenue Maréchal Joffre. Brasserie-restaurant gérée par Christian et Sandra CAPDEVILLA. Le dossier est réputé complet.
- « Tania Beauty Bar » implanté 1 rue Necker. Centre de beauté géré par Mme Tania BESSA DE OLIVEIRA. Le dossier est réputé complet.
- « L'Atelier du siège » implanté 10 Rue Marceau. Commerce de tapissier-décorateur géré par Mme Carole BUI VIET LINH. Le dossier est réputé complet.
- « Trésor de Fée shop » implanté 47 Cours Lapeyrouse. Commerce de vêtements, lingerie et accessoires géré par Mme Isabelle SERRURIER. Le dossier est réputé complet.

La Commission Municipale a émis un avis favorable pour ces dossiers.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la proposition de la Commission Municipale de versement de la 1<sup>ère</sup> partie de l'aide aux entreprises suivantes :

- « Toulouse Électricité » implantée 42 Avenue Wilson. Entreprise artisanale de travaux d'électricité gérée par M. Guillaume DENIS.
- « Brasserie Cap » implanté 19 Avenue Maréchal Joffre. Brasserie-restaurant gérée par Christian et Sandra CAPDEVILLA.
- « Tania Beauty Bar » implanté 1 rue Necker. Centre de beauté géré par Mme Tania BESSA DE OLIVEIRA.
- « L'Atelier du siège » implanté 10 Rue Marceau. Commerce de tapissier-décorateur géré par Mme Carole BUI VIET LINH.

- « Trésor de Fée shop » implanté 47 Cours Lapeyrouse. Commerce de vêtements, lingerie et accessoires géré par Mme Isabelle SERRURIER.

**2/De verser** les subventions sur l'exercice budgétaire 2024 sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du Budget principal 2024

**3/D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 20**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : ALAIN-MARC GARCIA

OBJET : CONVENTION DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DU FONDS D'INNOVATION PÉDAGOGIQUE – ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE FRÉDÉRIC MISTRAL : « AMÉNAGEMENT D'ESPACES POUR VIVRE ENSEMBLE » - ANNEXE

Vu la loi de finances pour 2024,

Vu le projet pédagogique présenté par l'école élémentaire Frédéric Mistral,

Vu la correspondance adressée par Joël LAPORTE, Directeur académique des services de l'Éducation nationale de l'Aude à Gérard FORCADA, Maire de Lézignan-Corbières le 18 juillet 2024,

Vu le projet de convention de financement dans le cadre du Fonds d'Innovation Pédagogique, (projet WAZM-PC3B) présenté par l'école élémentaire Frédéric Mistral et intitulé « *Aménagement d'espaces pour vivre ensemble* », tel qu'il est joint en annexe de ladite correspondance du 18 juillet 2024 et de la présente délibération.

Dans le cadre de la démarche « *Notre école, faisons-la ensemble* » lancée par le Conseil National de la Refondation, une vaste concertation a été ouverte impliquant tous les partenaires du milieu éducatif. Les écoles et établissements qui le souhaitaient pouvaient aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent ainsi bénéficier d'un soutien financier du Fonds d'Initiative Pédagogique. C'est donc dans ce cadre que le projet « *Aménagement d'espaces pour vivre ensemble* » présenté par l'école élémentaire Frédéric Mistral a obtenu un financement de 16 590 euros.

Cette subvention doit cependant être versée à la ville de Lézignan-Corbières dans la mesure où ces fonds s'inscrivent dans une logique complémentaire aux financements assurés par la commune pour l'enseignement, selon les modalités prévues par la convention de financement annexée à la présente délibération. L'objet de cette convention est d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du Fonds d'Innovation Pédagogique de l'État, gestionnaire du fonds en question, avec la commune de Lézignan-Corbières.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** la convention de financement du projet de l'école élémentaire Frédéric Mistral intitulée « *Aménagement d'espaces pour vivre ensemble* ».

**2/D'autoriser** M. le Maire à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 21**

CONSEIL MUNICIPAL DU 10 SEPTEMBRE 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : SABRINA FITO

OBJET : APPEL À PROJETS 2024 ET DEMANDES DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU PROGRAMME « CITÉ ÉDUCATIVE »

La cité éducative constitue l'une des 40 mesures du plan de mobilisation en faveur des habitants des quartiers. Elle vise la mobilisation de tous les acteurs de la Communauté éducative autour de l'école pour accompagner les enfants et les jeunes depuis la petite enfance jusqu'à leur insertion professionnelle. Mise en œuvre en février 2022, la Cité Éducative de Lézignan-Corbières est un label d'excellence pour intensifier les prises en charge éducatives des enfants et des jeunes avant, pendant, autour et après le cadre scolaire. C'est également une démarche qui offre l'opportunité de mieux coordonner et renforcer les dispositifs existants, tout en imaginant de nouvelles actions, afin d'offrir les meilleures conditions d'apprentissage et d'épanouissement aux enfants et aux jeunes sur l'ensemble du territoire. Au travers de cette démarche novatrice, il s'agit également de fédérer les acteurs partageant les valeurs républicaines et prêts à contribuer ensemble à l'éducation des enfants et des jeunes, en lien avec leurs familles, au sein d'une grande alliance éducative.

C'est pourquoi la Cité Éducative de Lézignan-Corbières propose chaque année un cahier des charges destiné au tissu associatif afin d'encourager la mise en œuvre d'actions innovantes et structurantes en direction des enfants, des jeunes et de leurs familles vivant au sein de la commune.

Les trois axes majeurs de la cité éducative de Lézignan-Corbières et de l'appel à projets pour 2024 sont identiques à ceux de l'année 2023 :

- Lutter contre le décrochage scolaire, pour le raccrochage des élèves et la persévérance scolaire.
- Développer et valoriser les attitudes citoyennes sur le territoire.
- Ouvrir le champ des possibles en favorisant l'insertion socioprofessionnelle, l'orientation scolaire et l'emploi.

Mais la cité éducative se déploie bien au-delà de la seule question de la scolarité. Elle se doit de constituer un laboratoire d'expériences, un moyen de transformation de nos modes d'intervention ainsi que de nouveaux modes de coopération.

Quant à son périmètre, la cité éducative se décline sur le quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) « centre-ville de Lézignan-Corbières ». Elle concerne également les collèges et lycées de Lézignan-Corbières situés hors du QPV.

En ce qui concerne le public concerné, la cité éducative vise les enfants de 0 à 25 ans et leur famille. C'est donc l'ensemble des tranches d'âges et des périodes charnières qui sont ciblées (les 0-3 ans et 3-6 ans/6-15 ans/les 16-18 ans et les 18-25 ans).

Sont également intégrées :

- l'approche des publics spécifiques (familles monoparentales, jeunes parents, décrocheurs scolaires, enfants en situation de handicap...)
- les questions de genre, l'égalité femmes/hommes
- les transitions (environnement, santé...)

Lors de l'appel à projets qui a été lancé au mois d'avril dernier, un certain nombre de porteurs ont sollicité l'aide financière de la ville de Lézignan-Corbières. Le comité technique s'est réuni à plusieurs reprises en juillet 2024 afin de présenter au comité de pilotage le résultat de l'analyse des différents dossiers. Ce dernier s'est prononcé et a donné un avis favorable unanime aux différents dossiers qui lui ont été soumis.

En ce qui concerne la ville de Lézignan-Corbières, elle a été sollicitée par plusieurs porteurs de projets sur les dossiers qui figurent dans le tableau suivant :

Porteurs de projet	Intitulés	Coût du projet	Subvention demandée à la ville
Association ARJIL	Connaître et comprendre pour mieux accompagner les familles gitanes	18 500,00	1 600,00
<b>TOTAL</b>		<b>18 500,00</b>	<b>1 600,00</b>
Les Petits Débrouillards	Parcours scientifique à Lézignan-Corbières	13 200,00	1 800,00
<b>TOTAL</b>		<b>13 200,00</b>	<b>1 800,00</b>
MJC	Savoir rouler à vélo	10 650,00	1 000,00
MJC	Parcours scientifique et culturel à la Micro-Folie	14 955,00	1 000,00
MJC	Actions d'été, d'automne et d'hiver au coeur de l'espace public	13 716,00	1 000,00
MJC	Temps ludique d'échanges et d'information en famille	5 000,00	1 000,00
MJC	Pass Sport	11 500,00	1 000,00
MJC	Déploiement de l'information jeunesse	11 010,00	1 000,00
<b>TOTAL</b>		<b>55 331,00</b>	<b>6 000,00</b>
Unis Cité	Booster pro	51 542,00	2 000,00
<b>TOTAL</b>		<b>51 542,00</b>	<b>2 000,00</b>
FACE Aude	La FABRIK inclusive pour l'école	8 970,00	2 300,00
<b>TOTAL</b>		<b>8 970,00</b>	<b>2 300,00</b>
AMI	Actions parents enfants autour de la découverte du conte et du livre jeunesse	1 500,00	350,00
<b>TOTAL</b>		<b>1 500,00</b>	<b>350,00</b>
Cinémaude	Parcours culturel cité éducative	8 600,00	1 000,00
<b>TOTAL</b>		<b>8 600,00</b>	<b>1 000,00</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>		<b>157 643,00</b>	<b>15 050,00</b>

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/D'approuver** le versement des subventions telles qu'elles figurent dans le tableau ci-dessus.

**2/D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **TENEUR DES DISCUSSIONS**



## **Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h.**

**M. FORCADA :** Chers collègues, bonsoir. Avant de commencer ce Conseil municipal, je vous informe d'une nouvelle atroce, la mort d'un Léznannais dans des conditions horribles et survenues en début d'après-midi sur la 113 en face de la Panetière. J'étais sur place. Il s'agit de MEY Gabriel. C'est le couple qui avait le gîte boulevard Marx Dormoy juste à côté de la résidence de Maître FAU. Il est Léznannais depuis à peu près trois ans. Le couple s'était marié il y a deux ans. Les circonstances, je ne peux pas vous le dire, bien sûr. On ne sait pas exactement ce qu'il s'est passé, car on n'a pas pu le déterminer, mais sur son vélo, il a été pris par un gros camion par le train arrière et il était méconnaissable. Une pensée pour sa famille. Michel MASUYER sera le secrétaire et il va faire l'appel.

*[Il est procédé à l'appel des présents.]*

**M. FORCADA :** Merci. Les membres ayant donné procuration sont au nombre de 7 et le quorum est atteint. Je déclare donc la séance du Conseil municipal ouverte.

Juste avant d'appeler l'ordre du jour, je vous signale que nous retirons le dossier n° 13 puisque nous devons d'abord prévoir une réunion de la Commission consultative des services publics locaux. On le refera passer au prochain Conseil.

Je vous propose également d'ajouter à ce Conseil, nous avons eu ce document hier soir, donc il n'était pas prévu, mais je voudrais le passer au vote. Nous le traiterons en 22° dossier, à la fin ; ça concerne la cession d'un terrain communal en faveur de la Communauté de communes pour assurer la réalisation d'une crèche. C'est un accord de principe. Je voudrais vous demander s'il y a des personnes qui sont contre. Est-ce qu'il y en a qui s'abstiennent ? Je vous remercie, nous traiterons ce dossier à la fin en n° 22.

## **1 – Approbation du PV de la séance du Conseil municipal du 25 juin 2024**

**M. FORCADA :** Pour le premier dossier, comme d'habitude, l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 25 juin 2024. Est-ce que vous avez des remarques, des observations ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans observation**

## **2 – Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal**

**M. FORCADA :** La liste des décisions du Maire :

- La première, c'est la convention d'honoraires avec Maître Laurent DE CAUNES concernant des propos malveillants qui ont été tenus à l'encontre de l'action municipale dans un organe de communication électronique. Travail de deux heures au taux horaire de 300 € hors-taxes pour un montant total de 600 € hors-taxes.
- La convention portant mise à disposition de sites municipaux au bénéfice de l'Unité d'Instruction et d'Intervention de la Sécurité Civile. C'est celle de Nogent-le-Rotrou, pour qu'ils puissent s'entraîner sur un terrain qui est juste à proximité. Engins de travaux publics, bien entendu parce qu'ils s'en servent également pour nous faire quelques passages dans la pinède.

- Ensuite, une convention de mise à disposition de locaux au bénéfice de la Communauté de communes, c'est-à-dire l'ancienne bibliothèque Euzet qui sert de conservatoire encore aujourd'hui. À partir du 1<sup>er</sup> septembre 2024 jusqu'au 31 juillet 2025. C'est un renouvellement annuel. Le loyer ne change pas, 1 200 € par mois.
- Une convention de mise à disposition d'un bien communal pour la maison située 6, rue du Château à titre précaire. Vous savez que ce sont des logements d'accueil d'urgence pour des durées d'un mois.
- Une convention de partenariat pour la mise à disposition d'un environnement numérique de travail pour l'année scolaire 2024-2025 entre la région académique Occitanie et la ville de Lézignan.
- Une convention portant mise à disposition de la piscine municipale au bénéfice de la Communauté de communes pour les activités d'accueil extrascolaire des enfants de plus de six ans régulièrement inscrits au centre de loisirs. Les mardis de 14 heures à 16 heures du 16 juillet au 20 août 2024.
- Concernant le camping, une prolongation d'autorisation d'occupation temporaire pour un mobile home pour M. et Mme STINNE c'est un renouvellement jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre et il y a une redevance de 30 € mensuels.
- Une convention portant mise à disposition gratuite de la piscine municipale au bénéfice de l'association mutuelle d'insertion, l'AMI, et son centre social « Escouto Can Plaou » pour les activités de l'accueil extrascolaire des enfants de 4/6 ans, 6/10 ans et deux adolescents, régulièrement inscrits, les lundis 8, 15, 22, et 29 juillet 2024, le mardi 30 juillet 2024, les lundis 5, 12, 19 et 26 août 2024 et le mercredi 7 août 2024 de 14h à 17h.
- Une convention de facturation pour fourniture et livraison de repas en liaison froide pour le restaurant scolaire assurées par le prestataire de services retenu par la Communauté de communes pour la période du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025. Elle a pour objet de déterminer les modalités de remboursement par la commune à la Communauté de communes des montants correspondant à cette prestation.
- Une convention de facturation pour fourniture et livraison de repas. Là, c'est pour l'accueil de loisirs sans hébergement, l'ALSH, toujours pareil, pour la Communauté de communes pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2024 au 30 juin 2025.
- Une convention relative au programme 2024 de prévention des incendies de forêt avec la DDTM de l'Aude. Cette convention définit les conditions financières selon lesquelles la mission relative au fonctionnement des patrouilles de guet armé réalisées par la commune sera financée. Ce financement sera assuré en totalité par la Délégation à la Protection de la Forêt Méditerranéenne pour un montant de 2 000 €.
- Une Convention d'honoraires avec la société d'avocats Goutal et Associés pour un problème de saisie-attribution à l'encontre de la commune. Cette convention représente d'une part 10 heures de travail à un taux horaire de 150 euros HT pour un montant facturé de 1 500 euros HT (1 800 euros TTC), et d'autre part des frais d'huissiers et de procédure d'un montant de 1 000 euros HT.
- Une Convention de mise à disposition d'un détachement des ForMISC, de Nogent-le-Rotrou aussi, afin de procéder à des travaux d'aménagement, un mur, de pistes sur la commune de Lézignan-Corbières dans une optique de prévention des incendies et de formation du personnel. La convention est effective du jour de sa signature jusqu'au 11 septembre 2024, donc ils ne vont pas tarder à repartir chez eux. Mais pour l'instant, avec le vent qu'il y a, ils sont encore sur le territoire.
- Honoraires de la société d'avocats Goutal, Alibert et Associés pour des prestations relatives à une procédure d'appel du jugement rendu par le Tribunal Administratif de Montpellier du 21 mai 2024 ayant annulé une décision de révocation d'un agent municipal pour un montant de 2 550 euros HT, soit 3 060 euros TTC.

- Un contrat avec l'Entreprise EURO SECURY PLUS pour la télésurveillance de plusieurs sites communaux (mairie, musée, etc.) pour une durée de 6 mois, du 1er juillet 2024 au 31 décembre 2024, moyennant un abonnement mensuel et par site de 34,62 € TTC, soit 415,44 € TTC par an et par site.
- Pour le camping, pour les autres prises de décision, la prolongation d'autorisation d'occupation temporaire pour un mobile home dont la propriétaire est Mme Annick ANTOINE jusqu'au 15 novembre 2024 contre une redevance identique à l'autre, 30 euros.
- Et, de la même façon, pour un mobile home, dont le propriétaire est M. Yoan GAITAN, toujours jusqu'au 15 novembre 2024 avec toujours la même redevance, 30 € mensuels.
- Une prolongation d'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour une caravane. Là, c'est un petit peu moins cher pour le camping, octroyée à M. et Mme THYS, jusqu'au 15 novembre. La redevance mensuelle est de 20 €.
- Une convention portant mise à disposition gratuite du Stade de la Roumenguière, au bénéfice de la Maison d'Accueil Médicalisée « Les Genets », les mardis et jeudis entre 16h et 18h, du 1er septembre 2024 au 30 juin 2025, renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique.
- Convention portant mise à disposition de logement meublé communal privé, à titre précaire et gracieux, entre la Commune et les maîtres-nageurs sauveteurs recrutés pour la piscine municipale, pendant la durée de leur contrat : un logement situé 8 rue Lavoisier et un logement situé sur le site de Gaujac du 31 mai au 1er octobre 2024.
- La dernière décision, c'est la convention de mise à disposition d'un bien communal au bénéfice de Mme Claudie GALLAND. C'est la voisine de notre célèbre Maison dite des « Sœurs Blacher », suite à l'exécution de l'arrêté portant mise en sécurité. La durée de la convention s'étend du 21 août 2024 jusqu'à l'abrogation de l'arrêté. Le bien communal est situé 6-8 rue Lavoisier.

Voilà pour les décisions du Maire. M. PÉNAVAIRE ?

**M. PÉNAVAIRE :** Merci, Monsieur le Maire, de me permettre d'intervenir. Vous nous informez, dans les décisions que vous avez prises, que vous avez engagé 720 € de dépenses pour deux heures de travail d'un avocat. Et puis, un peu plus loin, un peu plus de 3 000 € pour une procédure d'appel au tribunal administratif. Pouvez-vous nous donner des précisions quant à l'objet de cette consultation de deux heures et quant au procès d'appel, dont le jugement, semble-t-il, a été rendu ? Et plus globalement, pouvez-vous nous dire les dépenses engagées et la conclusion pour toutes ces procédures qui ont été déclenchées depuis pas mal de temps déjà ?

**M. FORCADA :** Pour le premier problème, c'est un problème de propos malveillants comme vous l'avez lu. Ces propos malveillants nécessitent de ne pas laisser faire n'importe quoi à n'importe qui. Donc, fatalement, une procédure. Et l'autre, vous l'avez entendu, c'est une procédure envers un membre du personnel. Donc, ce n'est pas ici que l'on doit évoquer les noms, vous le savez.

**M. PÉNAVAIRE :** Mais l'appel a été rendu ?

**M. FORCADA :** Non, non.

**M. PÉNAVAIRE :** L'appel n'a pas été rendu ou vous avez fait appel de nouveau ? Je ne sais pas.

**M. FORCADA :** Donc, il y a eu un appel. Il y a eu un jugement du tribunal administratif et l'appel est en cours.

**M. PÉNAVAIRE :** Donc, ces 3 060 euros sont pour l'appel du jugement rendu à Montpellier.

**M. FORCADA :** Oui tout à fait.

**M. PÉNAVAIRE :** D'accord. Merci.

### **Le Conseil municipal prend acte**

#### **3 – Création d'un poste permanent de responsable du service social**

**M. FORCADA :** La création d'un poste permanent de responsable du service social à compter du 12 septembre 2024 est nécessaire pour mener à bien les missions inhérentes au service social de la ville. L'action sociale est un outil essentiel à l'action municipale qui intervient dans des domaines divers, allant de la mise en place de dispositifs d'aide à la population et à la gestion des logements sociaux. L'accomplissement des missions de ce poste relève du grade de rédacteur territorial et de la catégorie hiérarchique B.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi de rédacteur territorial, mais pourra être occupé par un agent contractuel en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application du Code général de la fonction publique. L'agent contractuel sera recruté pour une durée maximale d'un an. La durée du contrat pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir. La rémunération sera fixée selon le barème de la fonction publique territoriale et déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience. L'agent assurera les fonctions de Responsable de service à temps complet pour une durée hebdomadaire de service, soit 35 heures. Les crédits nécessaires à la création d'un emploi correspondant au grade de rédacteur de 1<sup>ère</sup> classe sont disponibles au chapitre 012-charges de personnel. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la création d'un emploi permanent correspondant au grade de rédacteur territorial pour occuper le poste de « Responsable du service social » à partir du 12 septembre 2024.
- D'autoriser le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.
- D'inscrire au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.
- D'autoriser M. le Maire à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Pas de questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

#### **4 – Création d'un poste permanent d'agent de restauration scolaire**

**M. FORCADA :** La création d'un emploi d'agent de restauration scolaire est nécessaire pour assurer la gestion des tâches quotidiennes à effectuer sur le point de restauration situé au sein de l'école Alphonse Daudet. Chaque jour, plus de 300 repas sont distribués par le restaurant scolaire de la ville. Ces repas sont servis à une population représentant plus de 30 % des enfants scolarisés dans les différentes écoles. La pause méridienne se déroule de 12h à 13h45 les lundis, mardis, jeudis et vendredis. Deux lieux sont dédiés à la pause repas des enfants : le restaurant scolaire de l'école maternelle Alphonse Daudet et, bien sûr, le restaurant scolaire habituel. L'accomplissement des missions de ce poste relève du grade d'adjoint technique territorial et de la catégorie hiérarchique C. Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi d'adjoint technique territorial, mais pourra être occupé par un agent contractuel en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

L'agent contractuel sera recruté pour une durée maximale d'un an. La durée du contrat pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2ème alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions d'agent de restauration à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 24 heures 30.

La rémunération sera fixée selon le barème de la fonction publique territoriale et déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Les crédits nécessaires à la création d'un emploi contractuel correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial sont disponibles au chapitre 012-charges de personnel.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la création d'un emploi permanent correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial pour occuper le poste permanent « d'Agent de restauration scolaire » à partir du 1er octobre 2024.

**2/ D'autoriser** le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

**3/ D'inscrire** au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.

**4/ De m'autoriser** à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Est-ce que vous avez des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

#### **5 – Création d'un emploi permanent de médiateur**

**M. FORCADA :** L'article L. 313-1 du Code général de la fonction publique prévoit que les emplois de chaque collectivité ou établissement mentionné à l'article L. 4 sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Pour le bon fonctionnement du service, la création d'un emploi de médiateur est indispensable. Un contrat privé (dispositif adulte relais) arrivant à échéance, le service médiation a besoin de maintenir un effectif constant. Il est par conséquent nécessaire de créer un poste permanent de médiateur à partir du 1er octobre 2024.

L'accomplissement des missions de ce poste relève du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, de la catégorie hiérarchique C.

L'emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi d'adjoint technique territorial, mais pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code Général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

L'agent assurera les fonctions de médiateur à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35<sup>ème</sup>.

La rémunération sera fixée selon le barème de la fonction publique territoriale en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Les crédits nécessaires à la création d'un emploi contractuel correspondant au cadre d'emploi d'adjoint technique territorial sont disponibles au chapitre 012-charges de personnel.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la création d'un emploi permanent correspondant au cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux pour occuper le poste de « Médiateur » à partir du 1er octobre 2024.

**2/ D'autoriser** le recrutement d'un agent contractuel pour pourvoir cet emploi en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L. 332-14 du Code général de la fonction publique.

**3/ D'inscrire** au budget chapitre 012-charges de personnel les crédits nécessaires.

**4/ De m'autoriser** à procéder au recrutement de l'agent qui sera affecté à cet emploi et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **6 – Actualisation du tableau des effectifs**

**M. FORCADA :** Bien entendu, celle qui suit, la délibération n° 6, c'est l'actualisation du tableau des effectifs.

Le Conseil municipal adopte tout au long de l'année des délibérations de création, modification ou suppression d'emploi qui modifient le tableau des effectifs des emplois permanents de la collectivité ou de l'établissement préalablement à l'adoption du budget primitif.

Tous les postes mentionnés dans ce tableau des effectifs sont confirmés dans leur création.

Considérant le besoin de la collectivité territoriale de disposer d'un tableau des effectifs des emplois permanents à jour, il est demandé au Conseil Municipal :

**1/ D'approuver** le tableau des effectifs des emplois permanents de la collectivité à compter du 1er octobre 2024.

**2/ D'inscrire** les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois créés au budget principal.

Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**7 – Rapport annuel des représentants de l'assemblée spéciale des collectivités territoriales au Conseil d'administration de BRL pour 2023 – Annexe**

**M. FORCADA :** Le dossier n° 7 s'adresse aux actionnaires que nous sommes, puisque c'est le rapport annuel des représentants de l'assemblée spéciale des collectivités territoriales au Conseil d'administration de BRL qui est en annexe. Le Code général des collectivités territoriales prévoit que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires d'une Société d'Économie Mixte Locale se prononcent sur le rapport écrit qui lui est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au Conseil d'administration de cette même société.

La commune de Lézignan-Corbières est actionnaire de la Société d'Économie Mixte « Bas Rhône Languedoc » (BRL) depuis de nombreuses années, et membre de l'Assemblée spéciale des collectivités territoriales de cette société.

À ce titre, elle est destinataire du Rapport des représentants au Conseil d'administration de l'Assemblée spéciale des collectivités territoriales.

Ce rapport, qui doit être communiqué à l'organe délibérant de la commune chaque année, a été transmis par mail aux services municipaux le 27 juin dernier.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de la présentation du Rapport des représentants au Conseil d'Administration de l'Assemblée spéciale des collectivités territoriales pour l'année 2023 annexé à la présente délibération.

Je vous demande donc d'en prendre acte.

Pour plus amples informations, si vous n'avez pas la connaissance de notre volume d'actionnariat, je n'ose pas dévoiler les montants qui pourraient faire trembler beaucoup de Lézignannais, mais nous sommes quand même propriétaires de cinq actions d'une valeur unitaire, tenez-vous bien, de 2,21 €. Nous avons le bonheur, comme chaque année, de recevoir les dividendes que l'actionnaire traditionnel que nous sommes est en droit de percevoir. Nous avons donc eu un virement du trésor de 0,20 € par action. Ce qui nous fait le versement d'un euro. Je vous demande donc de prendre acte et de recevoir ces informations et les précisions que je peux vous donner de l'actionnaire, non pas principal bien sûr, mais minoritaire.

**Le Conseil municipal prend acte**

**8 – Rapport sur les actions entreprises à la suite des observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie (CRCO) – Annexe**

**M. FORCADA :** Dans le même style, c'est le rapport BRL pour le dossier n° 8 sur les actions entreprises à la suite des observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie (CRCO) sur la société d'économie mixte.

Vu la lettre du Directeur général de BRL adressée à M. le Maire en date du 10 juillet 2024 ainsi que le « Rapport sur les actions entreprises à la suite des observations définitives formulées par la CRCO dans ses rapports du 7 juillet 2023 publiés le 20 juillet 2023 relatifs au contrôle des comptes et de la gestion de la société d'économie mixte BRL Holding et de sa filiale BRL Exploitation sur la période 2016-2021 » ;

La Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie a procédé au contrôle des comptes et de la gestion de BRL Holding et de sa filiale BRL Exploitation à partir du 29 mars 2022. La Chambre Régionale des Comptes a arrêté ses observations définitives lors de sa séance du 7 mars 2023, et les a communiquées à la société BRL par un courrier du 7 juillet 2023.

La commune de Lézignan-Corbières étant actionnaire de la société BRL a été destinataire de ces observations sous forme d'un rapport annexé à la présente, lequel intègre les réponses de la direction de la société BRL aux observations de la CRCO.

Conformément à l'article L. 243-9-1 du Code des juridictions financières, ce rapport est communiqué à l'organe délibérant de la commune et donne lieu à un débat.

Dans tous les cas, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication du « Rapport sur les actions entreprises à la suite des observations définitives formulées par la CRCO dans ses rapports du 7 juillet 2023 publiés le 20 juillet 2023 relatifs au contrôle des comptes et de la gestion de la société d'économie mixte BRL Holding et de sa filiale BRL Exploitation sur la période 2016-2021 ».

Il faut aussi en prendre acte. Vous avez pu prendre connaissance de la totalité des remarques. Il n'y a rien d'extraordinaire d'autant plus que l'actionnariat qui est réparti, c'est 77 % des collectivités locales, dont la Région qui possède près de la moitié, c'est-à-dire 49 % à peu près des actions.

### **Le Conseil municipal prend acte**

## **9 – Contribution exceptionnelle versée à l'A.S.A. d'irrigation des plaines du Plô et de la Jourre pour la modernisation de la station de pompage**

**M. FORCADA :** L'Association Syndicale Autorisée (A.S.A.) d'irrigation des plaines du Plô et de la Jourre est un établissement public doté d'une mission de service public chargé de la distribution de l'eau pompée dans le fleuve Aude au profit des viticulteurs et des agriculteurs qui souhaitent irriguer leurs terres. Elle constitue un outil indispensable au service du monde agricole lézignanais et plus largement au développement économique de notre commune.

Le réchauffement climatique que nous connaissons et subissons, avec le renouvellement tous les ans de périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes et de plus en plus longues, démontrent, à l'évidence, que l'eau est une richesse qui doit être absolument préservée.

Le 12 décembre 2023, le Président de l'A.S.A., M. Fabien MOUSSA, m'a alerté sur le besoin de soutien financier de l'A.S.A. afin de moderniser le poste électrique de la station de pompage de Montrabech.

Celui-ci a notamment souligné dans sa correspondance les efforts considérables consentis par l'A.S.A. qui a interdit l'utilisation des canons d'arrosage sur son périmètre, tout en développant l'utilisation des systèmes de goutte-à-goutte.

Elle a également supprimé les colonnes d'approvisionnement en eau qui étaient devenues vétustes et sujettes à un gaspillage notable de la part d'utilisateurs indécents.

M. Moussa a rappelé que l'A.S.A. fournit, pour partie, l'eau qui sert à arroser les jardins familiaux des Plô ; jardins qui ont été mis en œuvre par la municipalité à la suite d'une opération conduite dans le cadre de la politique de la ville au profit des populations du quartier prioritaire. L'A.S.A. participe aussi actuellement au projet porté par la municipalité de réutilisation des eaux usées de la station d'épuration.



Le montant total des travaux envisagés par l'Association sur le poste électrique de la station de pompage s'élève à 53 429,23 euros (HT). Il y a 42 451,23 euros (HT) pour le changement du transformateur et 10 978 euros (HT) pour l'installation électrique complète.

Je propose d'attribuer à l'A.S.A. d'irrigation des plaines du Plô et de la Jourre une contribution exceptionnelle de 30 000 euros.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le versement à l'Association Syndicale Autorisée d'irrigation des plaines du Plô et de la Jourre d'une contribution exceptionnelle d'un montant de 30 000 euros (trente mille euros).

**2/ De dire** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 à l'imputation comptable 65568.

**3/ De m'autoriser** à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Je peux ajouter que ce transformateur est au pyralène, ingrédient pollueur bien entendu. Il était donc grand temps qu'ils s'en séparent pour avoir un matériel qui, à mon sens, réponde plus aux problématiques de l'environnement. Avez-vous des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie. En tout cas au moins pour les 55 membres de cette association qui demeurent sur le territoire Lézignanais.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **10 – Décision modificative n° 1 – Budget principal**

**M. FORCADA :** Les décisions modificatives du budget principal qui vont dans le sens de ce que l'on vient de voir en partie.

Décision modificative n°1 qui reprend des modifications budgétaires qui s'équilibrent à 168 510 euros en dépenses et en recettes sur le budget principal. Globalement, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de montant, 168 510 €.

Le tableau synthétique qui suit présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits, il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la décision modificative n° 1 du Budget principal pour l'exercice 2024 s'établissant globalement à + 168 510,00 euros et

**2/ De m'autoriser** à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Et je vous ferai remarquer que, sur ce tableau de dépenses de fonctionnement, il ressort sur la dernière ligne des dépenses, la participation au syndicat. Au milieu du tableau, vous avez 45 000 € pour les élections législatives qui n'étaient pas prévues, bien entendu, et d'autres personnels pour la piscine, l'urbanisme principalement et tous les travaux qui ont été entrepris dans les écoles tout l'été. Si vous avez des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **11 – Décision modificative n° 2 – Budget annexe Assainissement**

**M. FORCADA :** La décision modificative n° 2, c'est le budget annexe assainissement. Le tableau synthétique, vous l'avez vu, on reprend les inscriptions budgétaires concernées par cette décision. Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses et en recettes à hauteur de 2 500 euros. Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits, il est demandé au Conseil Municipal d'approuver la décision modificative n° 2 du Budget Assainissement pour l'exercice 2024 et d'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer. Des questions ?

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **12 – Subventions annuelles aux associations 2024 - (3)**

**M. FORCADA :** S'il y a des membres concernés par cette délibération n° 12, subventions annuelles aux associations, qui concernent l'association nationale des membres de l'ordre national du mérite, il conviendrait qu'ils sortent. Il n'y en a pas. C'est noté.

Conformément au Code général des collectivités territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M57, le Conseil municipal délibère sur le versement des subventions annuelles aux associations.

Il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative. En effet, l'association décrite ci-dessous participe au développement d'actions d'intérêt local et les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal d'arrêter les montants des subventions annuelles à cette association qui n'avait pas pu présenter un dossier complet avant la réunion de la commission pour attribution qui avait eu lieu avant la séance du Conseil municipal du 28 mai 2024.

Cette association a déposé un dossier de demande de subvention complet et participe bien au développement d'actions d'intérêt local.

Il est donc proposé au Conseil municipal de verser la subvention annuelle de 300 €. Il est demandé Conseil Municipal :

**1/ D'approuver** le versement à l'Association nationale des membres de l'ordre national du mérite (section de l'Aude) une subvention annuelle pour l'exercice 2024 d'un montant total de 300 euros.

**2/ De dire** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 à l'imputation comptable 65748, budget adopté par la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024.

**3/ De m'autoriser** à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**13 – Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'Eau potable et de l'Assainissement pour l'exercice 2023 – Annexe**

*Point retiré de l'ordre du jour par M. FORCADA.*

**14 – Convention de servitude de passage entre la Commune de Lézignan-Corbières et des propriétaires privés sur la parcelle AV 70 – Annexes**

**M. FORCADA :** M. Guy VIVES pour le dossier n° 14.

**M. VIVES :** Convention de servitude de passage entre la Commune de Lézignan-Corbières et des propriétaires privés sur la parcelle AV 70. Vous êtes en possession de plusieurs annexes.

Vu l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu les articles 682 à 685-1 du Code civil ;

Vu l'avis des domaines reçu le 8 août 2024 ;

La commune de Lézignan-Corbières est propriétaire d'un terrain établi sur la parcelle AV 70 faisant partie de son domaine privé. Plusieurs propriétaires de biens immobiliers privés ont demandé la création d'une servitude de passage sur cette parcelle afin de pouvoir circuler entre leur terrain respectif et la voie publique.

Il s'agit de :

- M. Stéphane MARTINEZ, gérant de la société « SARL MB INVEST » (parcelle AV 247)
- M. Michaël MONTEIL (parcelle AV 61)
- M. Florent ASPERGES et Mme Sophie MITJANA (parcelle AV 245 et 246)
- M. Jean SIMONET (parcelle AV 55)

Pour ce faire, il convient de constituer une servitude entre la commune de Lézignan-Corbières, propriétaire du fonds servant, et les propriétaires des fonds dominants énumérés ci-dessus.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention de servitude dont le projet est annexé à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer l'acte authentique constituant une convention de servitude devant notaire, ainsi que toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

**M. FORCADA :** Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **15 – Cession d'un bien communal à un particulier – Parcelle WE 52 – Annexes**

**M. FORCADA :** Dossier N° 15, rapporteur Michel MASUYER.

**M. MASUYER :** Cession d'un bien communal à un particulier, parcelle WE 52.

Vu les différents articles du Code général des collectivités territoriales et l'avis du pôle d'évaluation domaniale de l'État ;

Vu la proposition de M. Laurent DECOSTERD, demeurant 40 Chemin des Grands Champs à Lausanne (Suisse), d'acquérir le bien immobilier appartenant à la commune, cadastré section WE N° 52 situé lieu-dit Mont Sens, d'une superficie totale de 5 586 m<sup>2</sup>, en vue de planter des oliviers ;

Considérant que cette parcelle est située en zone Ns, zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme, Considérant que le demandeur s'engage à planter uniquement des oliviers en continuité de la parcelle WE n° 61 lui appartenant, cet engagement pouvant être ajouté en clause dans tout acte notarié,

Considérant que dans l'éventualité de cette vente, la SAFER pourra exercer son droit de préemption ;

Considérant que la parcelle concernée est entourée de terrains cultivés (vignes, oliveraie et chênes verts), et que le Pôle d'Évaluation Domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques, estime le prix de ce terrain à 1 700 euros ;

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la vente du bien immobilier cadastré section WE N° 52 au prix de 1 700 euros, étant entendu que les frais de transaction seront assumés par l'acquéreur.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'éventuel bornage effectué par un géomètre et l'acte authentique qui sera établi par un notaire désigné par Monsieur DECOSTERD, et dont la signature devra intervenir avant le 31 décembre 2024. À défaut, l'offre de vente deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **16 – Cession d'un bien communal à un particulier – Parcelle WE 57 – Annexes**

**M. MASUYER :**

Vu les différents articles du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis du pôle d'évaluation domaniale de l'État ;

Vu la proposition de M. Gilbert BAYLE, demeurant 10 rue du Palais à Carcassonne, d'acquérir le bien immobilier appartenant à la commune, cadastré WE n° 57, situé lieu-dit Mont Sens, d'une superficie totale de 13 938 m<sup>2</sup>, en vue de planter des chênes truffiers ;

Considérant que cette parcelle est située en zone Ns, zone naturelle du Plan Local d'Urbanisme, Considérant que le demandeur s'engage à planter uniquement des chênes verts en vue de la culture de la truffe et à n'installer sur cette parcelle aucune autre occupation du sol, et enfin qu'il s'engage à la conserver pour cette activité unique pendant 25 ans minimum, ces engagements pouvant être ajoutés en clauses dans tout acte notarié,

Considérant que dans l'éventualité de cette vente, la SAFER pourra exercer son droit de préemption,

Considérant que la parcelle concernée est entourée de terrains cultivés (vignes et oliveraie), et que le Pôle d'Évaluation Domaniale de la Direction Générale des Finances Publiques, estime le prix de ce terrain à 500 euros l'hectare, soit une valeur de 700 euros pour le terrain concerné, Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la vente du bien cadastré section WE n° 57 au prix de 700 euros, étant entendu que les frais de transaction seront assumés par l'acquéreur.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment l'éventuel bornage effectué par un géomètre et l'acte authentique qui sera établi par un notaire nommé par Monsieur BAYLE, et dont la signature devra intervenir avant le 31 décembre 2024. À défaut, l'offre de vente deviendra caduque.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

Nous aurons des olives et des truffes... pas de tout de suite !

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **17 – Adhésion au Syndicat Mixte ouvert Réseau Solidarité Eau 11 « RéSeau11 » – Annexe**

**M. FORCADA :** Dossier n° 17. Ce sera Christine BENET.

**Mme BENET :** Créé le 1er janvier 2024, le Syndicat Mixte Ouvert « Réseau 11 » est un Syndicat à la carte qui exerce des compétences, missions et services obligatoires relatifs à la protection de la ressource en eau, ainsi que des compétences, missions et services optionnels concernant la production et le transport d'eau potable.

Compte tenu des considérations de solidarité territoriale et d'aménagement du territoire, « Réseau 11 » exerce des missions d'assistance technique par délégation du département de l'Aude.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et le Programme Local de l'Habitat (PLH) respectivement en cours de révision et d'élaboration sur le territoire de la CCRLCM, prévoient une augmentation de la surface du territoire lézignanais dédiée au développement économique ainsi qu'une croissance démographique.

S'assurer d'une ressource en eau potable suffisante est essentiel pour l'aménagement du territoire dans un contexte de développement.

Or, si à ce jour les besoins en eau potable sont assurés pour la consommation de la population et des entreprises par la production de la station de pompage de Roqueferrande et par l'achat annuel de 400 000 m<sup>3</sup> au SIAERO voisin, il convient d'ores et déjà de rechercher d'autres sources d'approvisionnement pour les besoins futurs, et pour faire face à des risques de pollutions toujours possibles des points de captage existants.

Par ailleurs, alimenter la ville depuis d'autres sources permettrait éventuellement de raccorder des zones aujourd'hui non desservies.

Enfin, plusieurs communes limitrophes ont connu ou connaissent des pénuries d'eau depuis l'été 2023. Il est nécessaire de prévoir la mise en œuvre d'une solidarité territoriale pour assurer un ravitaillement minimum des populations concernées.

L'adhésion de la commune au syndicat « Réseau 11 » qui œuvre au niveau départemental permettra une mutualisation des ressources sur un large périmètre et la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement, tout en assurant une gouvernance de proximité.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** l'adhésion de la commune au Syndicat « RéSeau11 » dans les conditions fixées par ses statuts, pour l'intégralité de ses compétences, à savoir :

-La compétence obligatoire du Syndicat mixte « Réseau 11 » relative à la protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine en vue d'assurer l'alimentation des services de distribution d'eau potable de ses adhérents.

-La compétence optionnelle du Syndicat mixte « Réseau 11 » relative aux missions définies par l'article L. 2224-7 du CGCT, à savoir : le prélèvement par captage, pompage ou dérivation, le traitement, le transport, le stockage d'eau destinée à la consommation humaine (dans la mesure où il concourt aux missions citées ci-avant) en vue d'assurer l'alimentation des services de distribution d'eau potable de la commune.

**2/ De décider** que la part d'actif et de passif relative à ces compétences sera déterminée à la lecture des comptes clos de l'exercice 2024 en vue de son transfert au Syndicat RéSeau11.

**3/ De décider** que les contrats et personnels concernés par ces compétences seront prochainement identifiés en vue de leur transfert au Syndicat RéSeau11 par voie de convention.

**4/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette prochaine convention et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Merci. Des observations ? Des questions ?

C'est évident que c'est un sujet qui est ô combien important. On l'a vu et vécu aussi avec nos voisins proches comme Tourouzelle, comme Fontjoncouse et Coustouge également qui, cet été, non pas eu d'eau. Vous connaissez aussi peut-être le problème du financements de toutes ces infrastructures. Si on n'adhère pas à ce syndicat, l'agence de l'eau ne vient pas pour nous aider en termes de subventions.

Donc M. VIOLA qui est le président nous a bien clairement exposé les faits, c'est-à-dire qu'on adhère ou alors on se débrouille. Et pour se débrouiller, je pense qu'on n'ira pas tous prendre la pelle et la pioche pour aller creuser. Là, il y a des projets avec le lac de la Prade qui est un sacré réservoir d'eau et il reste à faire quand même pas mal de travaux d'infrastructure. On n'est pas très en avance sur le sujet, mais le constat qui est fait nous permet de nous projeter. Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**18 – Convention relative à la mise à disposition d'infrastructures dans le cadre du renfort annuel sur la commune de Lézignan-Corbières par des réservistes de la gendarmerie pour 2024 – Annexe**

**M. FORCADA :** William COMBES pour le dossier suivant.

**M. COMBES :** Bonsoir. Il s'agit d'une convention relative à la mise à disposition d'infrastructures dans le cadre du renfort annuel sur la commune de Lézignan-Corbières par des réservistes de la gendarmerie pour 2024. Vous avez cette convention en annexe.

Dans le cadre des diverses missions d'ordre public dédiées à la gendarmerie, plusieurs gendarmes issus des réservistes sont déployés en renfort au sein de la brigade départementale de Lézignan-Corbières durant l'année et notamment lors des fêtes de fin d'année.

La commune de Lézignan-Corbières souhaite contribuer à leurs missions en organisant les conditions nécessaires à celles-ci, notamment en assurant le financement des hébergements du personnel.

La convention annexée à la présente, vise à établir un partenariat entre la commune, la Chambre des métiers et de l'Artisanat de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, et la Région de Gendarmerie Occitanie au profit des personnels lors du renfort annuel de 2024.

Ainsi, la commune s'engage à assurer le coût financier de l'hébergement du personnel de gendarmerie au sein du CFAI, lequel représente 15 euros par nuit et par agent, dans la limite de 2 550 euros, ce qui représente 170 nuitées.

La convention est conclue pour une durée d'un an et pourra être renouvelée deux fois par reconduction expresse.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention annexée à la présente délibération ;

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer cette convention et ses renouvellements, ainsi qu'à prendre toutes mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **19 – Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville**

**M. FORCADA :** Mme DANRÉ pour le dossier N° 19.

**Mme DANRÉ :** Bonsoir, tout le monde.

Objet : « Aide à l'économie, soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville ».

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le Conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville. Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 euros dont la première partie, soit 1 500 euros, versé au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La Commission Municipale qui s'est réunie le 23 août 2024 a examiné les demandes suivantes de premier versement :

- « Toulouse Électricité » implantée 42, Avenue Wilson. Entreprise artisanale de travaux d'électricité gérée par M. Guillaume DENIS. Le dossier est réputé complet.
- « Brasserie Cap » implanté 19, Avenue Maréchal Joffre. Brasserie-restaurant gérée par Christian et Sandra CAPDEVILLA. Le dossier est réputé complet.

- « Tania Beauty Bar » implanté 1 rue Necker. Centre de beauté géré par Mme Tania BESSA DE OLIVEIRA. Le dossier est réputé complet.
- « L'Atelier du siège » implanté 10 Rue Marceau. Commerce de tapissier-décorateur géré par Mme Carole BUI VIET LINH. Le dossier est réputé complet.
- « Trésor de Fée shop » implanté 47 Cours Lapeyrouse. Commerce de vêtements, lingerie et accessoires géré par Mme Isabelle SERRURIER. Le dossier est réputé complet.

La Commission Municipale a émis un avis favorable pour ces dossiers.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la proposition de la Commission Municipale de versement de la première partie de l'aide aux entreprises suivantes :

- « Toulouse Électricité »
- « Brasserie Cap »
- « Tania Beauty Bar »
- « L'Atelier du siège »
- « Trésor de Fée shop »

**2/ De verser** les subventions sur l'exercice budgétaire 2024 sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du Budget principal 2024.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**20 – Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique – École élémentaire Frédéric Mistral : « Aménagement d'espaces pour vivre ensemble » – Annexe**

**M. FORCADA :** Dossier n° 20, Alain-Marc GARCIA.

**M. GARCIA :** Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique concernant l'école élémentaire Frédéric Mistral pour le projet « Aménagement d'espaces pour vivre ensemble ». Cette convention est annexée.

Dans le cadre de la démarche « Notre école, faisons-la ensemble » lancée par le Conseil National de la Refondation, une vaste concertation a été ouverte impliquant tous les partenaires du milieu éducatif. Les écoles et établissements qui le souhaitent pouvaient aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent ainsi bénéficier d'un soutien financier du Fonds d'Initiative Pédagogique. C'est donc dans ce cadre que le projet « Aménagement d'espaces pour vivre ensemble » présenté par l'école élémentaire Frédéric Mistral a obtenu un financement de 16 590 euros.

Cette subvention doit cependant être versée à la ville de Lézignan-Corbières dans la mesure où ces fonds s'inscrivent dans une logique complémentaire aux financements assurés par la commune pour l'enseignement, selon les modalités prévues par la convention de financement annexée à la présente délibération.



L'objet de cette convention est d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du Fonds d'Innovation Pédagogique de l'État, gestionnaire du fonds en question, avec la commune de Lézignan-Corbières.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention de financement du projet de l'école élémentaire Frédéric Mistral intitulée « Aménagement d'espaces pour vivre ensemble ».

**2/ D'autoriser** M. le Maire à signer ladite convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci. Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

## **21 – Appel à projets 2024 et demandes de subventions dans le cadre du programme « Cité éducative »**

**M. FORCADA :** Sabrina FITO pour la 21<sup>ème</sup> délibération.

**Mme FITO :** Appel à projets 2024 et demandes de subventions dans le cadre du programme « Cité éducative ».

La cité éducative constitue l'une des 40 mesures du plan de mobilisation en faveur des habitants des quartiers. Elle vise la mobilisation de tous les acteurs de la Communauté éducative autour de l'école pour accompagner les enfants et les jeunes depuis la petite enfance jusqu'à leur insertion professionnelle. Mise en œuvre en février 2022, la Cité Éducative de Lézignan-Corbières est un label d'excellence pour intensifier les prises en charge éducatives des enfants et des jeunes avant, pendant, autour et après le cadre scolaire. C'est également une démarche qui offre l'opportunité de mieux coordonner et renforcer les dispositifs existants, tout en imaginant de nouvelles actions, afin d'offrir les meilleures conditions d'apprentissage et d'épanouissement aux enfants et aux jeunes sur l'ensemble du territoire. Au travers de cette démarche novatrice, il s'agit également de fédérer les acteurs partageant les valeurs républicaines et prêts à contribuer ensemble à l'éducation des enfants et des jeunes, en lien avec leurs familles, au sein d'une grande alliance éducative.

C'est pourquoi la Cité Éducative de Lézignan-Corbières propose chaque année un cahier des charges destiné au tissu associatif afin d'encourager la mise en œuvre d'actions innovantes et structurantes en direction des enfants, des jeunes et de leurs familles vivant au sein de la commune.

Les trois axes majeurs de la cité éducative de Lézignan-Corbières et de l'appel à projets pour 2024 sont identiques à ceux de l'année 2023 :

- Lutter contre le décrochage scolaire, pour le raccrochage des élèves et la persévérance scolaire.
- Développer et valoriser les attitudes citoyennes sur le territoire.
- Ouvrir le champ des possibles en favorisant l'insertion socioprofessionnelle, l'orientation scolaire et l'emploi.

Mais la cité éducative se déploie bien au-delà de la seule question de la scolarité. Elle se doit de constituer un laboratoire d'expériences, un moyen de transformation de nos modes d'intervention ainsi que de nouveaux modes de coopération.

Quant à son périmètre, la cité éducative se décline sur le quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) « centre-ville de Lézignan-Corbières ». Elle concerne également les collèges et lycées de Lézignan-Corbières situés hors du QPV.

En ce qui concerne le public concerné, la cité éducative vise les enfants de 0 à 25 ans et leur famille. C'est donc l'ensemble des tranches d'âges et des périodes charnières qui sont ciblées (les 0-3 ans et 3-6 ans/6-15 ans/les 16-18 ans et les 18-25 ans).

Sont également intégrées :

- l'approche des publics spécifiques (familles monoparentales, jeunes parents, décrocheurs scolaires, enfants en situation de handicap...)
- les questions de genre, l'égalité femmes/hommes
- les transitions (environnement, santé...)

Lors de l'appel à projets qui a été lancé au mois d'avril dernier, un certain nombre de porteurs ont sollicité l'aide financière de la ville de Lézignan-Corbières. Le comité technique s'est réuni à plusieurs reprises en juillet 2024 afin de présenter au comité de pilotage le résultat de l'analyse des différents dossiers. Ce dernier s'est prononcé et a donné un avis favorable unanime aux différents dossiers qui lui ont été soumis.

En ce qui concerne la ville de Lézignan-Corbières, elle a été sollicitée par plusieurs porteurs de projets sur les dossiers qui figurent dans le tableau suivant. Je vous laisse découvrir le détail ci-dessous.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** le versement des subventions telles qu'elles figurent dans le tableau ci-dessus.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Je vous remercie. Des questions ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

**22 – Gestion du domaine foncier communal – Cession d'un terrain communal à la Communauté de communes pour assurer la réalisation d'une crèche.**

**M. FORCADA :** J'aborde le dernier point qui est le dossier 22, gestion du domaine foncier communal. Cela concerne bien entendu la crèche, cession d'un terrain communal à la Communauté de communes pour assurer la réalisation d'une crèche.

On a eu la sollicitation pour le découpage de la parcelle cadastrée section D N° 1186 élaboré par l'assistant à maîtrise d'ouvrage de la Communauté de communes. C'est la proposition officielle de découpage de la parcelle cadastrée section D N° 1186 appartenant à la ville de

Lézignan-Corbières de Monsieur le Président de la Communauté de communes reçue par courriel le 2 juillet dernier pour céder à la Communauté de commune surface d'environ 9 000 m<sup>2</sup> afin de construire un auditorium, construire une école de musique intercommunale, aménager les emplacements de stationnement nécessaires à l'usage de ces équipements, compenser la surface nécessaire à la construction d'une crèche par la Communauté de communes sur un terrain lui appartenant.

Vu la réponse de Monsieur le Maire en date du 3 juillet 2024 au mail de Monsieur le Président mentionné ci-dessus ;

Considérant que, sous réserve des conditions élevées des interrogations mentionnées infra, il convient de délivrer d'ores et déjà un accord de principe à Monsieur le Président de la Communauté de communes afin qu'il puisse poursuivre les démarches pour la construction d'une école de musique et d'un auditorium intercommunaux sur la parcelle cadastrée section D n° 1186 et classée en zone US du PLU en vigueur, secteur comportant une OAP libellée OAP Sud ;

Moyennant la levée des interrogations, réserves et réalisation des conditions suivantes :

- Obtention d'une permission de voirie par Madame la Présidente du Conseil départemental de l'Aude pour créer un débouché sur la future voie de desserte de l'aménagement envisagé sur la rue Toussaint Louverture, route départementale ;
- Délivrance par Monsieur le Président de la Communauté de communes d'une permission de voirie pour desservir depuis l'avenue Georges Frêche les parties Est du reste de la parcelle cadastrée section D n° 1186 et de la parcelle cadastrée section D n° 1250 ;
- Construction des réseaux et de la voie de desserte intérieure à l'aménagement de la parcelle cadastrée section D n° 1186 réalisés sous maîtrise d'ouvrage et avec financement Communauté de communes, y compris la réalisation de la déclaration au titre de la loi sur l'eau, étant précisé que le projet de la voie devra être soumis à l'accord de la commune au stade AVP au sens de l'article 1 24 31-26 du Code de la commande publique.

Les caractéristiques dimensionnelles et structurelles devront être les suivantes :

- Largeur de chaussée en ligne droite : 3 m si voie en sens unique
- Rayon de giration et largeur à justifier dans les courbes
- Trottoirs répondant aux normes PMR
- Largeur d'emprise du domaine public limitée à la somme des largeurs de la chaussée et des trottoirs éventuellement augmentés de la largeur de noues d'infiltration conçues pour répondre aux besoins de la loi sur l'eau
- Et pour les structures chaussées, voirie lourde avec renforcement du corps de chaussée sous toutes les zones de giration courbes avec PL à la parcelle, trottoirs finition béton sur une épaisseur de 0,15 à minima.

Il est proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la cession à titre gratuit de la parcelle D 1186 à la Communauté de communes dans la perspective de la construction d'une crèche et

**2/ De m'autoriser** à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, étant entendu que les frais de mutation seront à la charge du preneur et que la vente devra intervenir dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle la présente délibération sera exécutoire.

Avez-vous des questions ? Allez-y.

**M. PÉNAVAIRE :** Merci de me donner la parole. Je fais une intervention au pied levé puisque nous l'avons eue hier. Il n'empêche que nous sommes intervenus quatre fois à ce sujet, comme vous l'avez dit au dernier Conseil municipal, donc on connaît un peu. C'est un dossier qui permet des réalisations structurantes, réellement structurantes : un auditorium, une école de musique et une crèche. Ce dossier était complexe et nous sommes très heureux qu'il y ait finalement la possibilité de le faire puisque c'est ce qui était proposé depuis plusieurs mois, qu'il y ait le don par la ville de Lézignan d'un terrain compensatoire pour installer la crèche. Je vois qu'il y a des conditions. Je pense que les conditions, en fait, sont celles essentiellement pour l'endroit où va se faire l'auditorium et l'école de musique et je pense que ça trouvera sa solution sûrement d'une façon très facile vu l'intérêt que ça représente pour la Communauté de communes en général, et pour la commune aussi. Je pense que la crèche se fera et qu'il n'y aura pas les mêmes conditions, en particulier de voirie et que la crèche pourra se faire très rapidement. Ce qui sera, je pense, une belle nouvelle pour les Lézignanais essentiellement. Je vous remercie donc d'avoir soumis cette délibération aujourd'hui, ce dont nous ne savions rien avant tout à l'heure.

**M. FORCADA :** Juste une précision. Pour la crèche, il faut un permis de construire et il n'a toujours pas été déposé.

**M. PÉNAVAIRE :** Écoutez, nous avons le plaisir de cette décision, donc goûtons et savourons.

**M. FORCADA :** Je vous laisse savourer...

Donc, tout le monde est d'accord, il n'y a pas d'abstention ni de contre. C'est adopté et je vous en remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité**

Je clos ce Conseil municipal.

Pour terminer, juste une information que je vous livre en personne puisqu'elle est derrière moi. C'était pour vous présenter Mme Séverine AGRIPPA qui est cadre A de la fonction publique territoriale, qui est la nouvelle chargée de mission et qui vient dans le cadre de la politique de la ville et Cité éducative. Nous étions la seule cité éducative d'Occitanie à ne pas encore avoir une chargée de mission. Ça nous avait été demandé aussi par l'État, fermement. Donc c'est une bonne chose puisque nous avons maintenant la possibilité d'avoir une chargée de mission qui sera aux côtés de Stéphane TRAYAUD et qui aura la charge de la politique de la ville au sens large, dont les Cités éducatives. Je souhaite la bienvenue à Mme Séverine AGRIPPA au nom de toute l'assemblée et nous aurons, j'espère, beaucoup de choses à échanger sur ces sujets-là. Je vous remercie. Bienvenue Séverine AGRIPPA.  
Je lève la séance.

**Monsieur le Maire lève la séance à 19 h 10 minutes.**

---

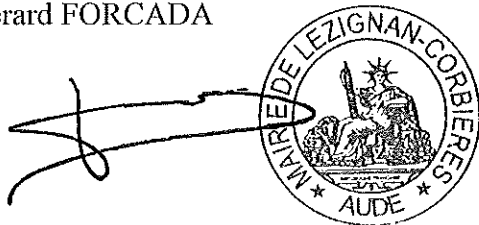
**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 22 octobre 2024.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

**Le Maire,**  
Gérard FORCADA



**La secrétaire de séance,**  
Sylvie DANRÉ

